

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 3195

[C — 2011/27214]

17 NOVEMBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'accompagnement en accueil de type familial pour personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, les articles 24, 26 et 30;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 décembre 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 décembre 2010;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 24 février 2011;

Considérant l'avis de la Commission wallonne de la personne handicapée, donné le 10 février 2011;

Vu l'avis 49.839/2/V du Conseil d'Etat, donné le 26 juillet 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales**Article 1^{er}.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :1^o décret : le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;2^o arrêté du 4 juillet 1996 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;3^o arrêté du 9 octobre 1997 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées;4^o loi du 19 décembre 1974 : la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;5^o Ministre : le Ministre ayant la Politique des Personnes handicapées dans ses attributions;6^o Agence : l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;7^o Bureau régional : le bureau créé en vertu de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996;8^o Comité de gestion : le Comité de Destination de l'Agence institué par l'article 31 du décret;9^o personne : toute personne handicapée telle que définie à l'article 2 du décret et dont la décision d'intervention conclut à la nécessité d'un accompagnement par un service d'accompagnement en accueil de type familial;10^o service : service d'accompagnement en accueil de type familial;11^o intervenant : le travailleur du service qui intervient dans le processus d'accompagnement de la personne;12^o accueillant : une personne qui accueille chez elle une ou plusieurs personnes (au maximum 4) dans des formules d'hébergement leur procurant un mode de vie familial;13^o entité administrative : entité constituée de plusieurs services agréés par l'Agence, dépendant d'un même pouvoir organisateur, gérés par une direction générale commune qui possède, pour cet ensemble de services, la responsabilité de la gestion journalière tant administrative, financière que du personnel;14^o cadastre de l'emploi : liste du personnel établie par le service au terme de chaque année selon un modèle établi par l'Agence;15^o services généraux : les services destinés à l'ensemble de la population et pouvant répondre, dans le cadre de leurs prestations, aux besoins des personnes accompagnées;16^o réseau : celui-ci comporte, au-delà de la famille de la personne handicapée, les proches et amis ainsi que les services généraux ou spécialisés auxquels la personne a recours (aides familiales, médecin généraliste, entreprise de travail adapté, notamment).**TITRE II. — Missions des services — Missions et accréditation des accueillants****CHAPITRE I^{er}. — Missions des services****Art. 3.** Les services remplissent les missions suivantes :1^o ils assurent la recherche, l'évaluation et l'accréditation des accueillants;2^o ils proposent aux personnes, l'accueillant le mieux adapté à leurs attentes et besoins, et aux accueillants, la personne s'inscrivant le mieux dans leur projet d'accueil; ils veillent à assurer au mieux l'adéquation entre les besoins de la personne et le projet d'accueil;3^o ils élaborent en collaboration avec les accueillants concernés, la personne et le réseau, un projet d'accueil;4^o ils accompagnent, informent et soutiennent les accueillants dans leur mission;5^o ils assurent un accompagnement individualisé de la personne au départ de l'élaboration du projet d'accueil;6^o ils évaluent l'adéquation entre la réponse aux besoins des personnes et les conditions de l'accueil;

- 7° ils favorisent et soutiennent la dynamique de la qualité des services offerts par les accueillants;
- 8° ils facilitent le maintien et le soutien des liens entre la personne et sa famille d'origine;
- 9° ils s'assurent que les dispositifs adéquats soient mis en place pour garantir la protection des biens de la personne;
- 10° ils coordonnent les services partenaires du projet de vie de la personne.

CHAPITRE II. — *Rôle du service dans l'accréditation des accueillants*

Art. 4. Le service :

- 1° informe l'accueillant quant aux attentes et objectifs du service;
- 2° informe l'accueillant quant aux principes et valeurs contenus dans le décret, la convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées et les directives européennes en matière d'intégration et de soutien des personnes handicapées;
- 3° sollicite des informations administratives et psycho-sociales destinées à légitimer la sélection de l'accueillant;
- 4° évalue les conditions de sécurité, d'hygiène et de confort des logements de type familial;
- 5° identifie les principales forces et besoins des accueillants;
- 6° établit une évaluation qui conclut à une décision d'accréditation ou de refus d'accréditation. Cette décision, délivrée par le service, basée sur les conditions énoncées aux articles 5 et 6, sera notifiée dans le mois qui suit la dernière évaluation. L'accréditation est octroyée à durée indéterminée. Elle est toutefois retirée si l'accueillant ne répond plus à une ou plusieurs conditions prévues aux articles 5 et 6.

CHAPITRE III. — *Missions des accueillants*

Art. 5. Les accueillants doivent :

- 1° accompagner la personne, l'aider dans sa vie quotidienne, lui procurer un logement tout en visant, avec le soutien du service, à rencontrer les objectifs contenus dans le projet d'accueil;
- 2° garantir à la personne des prestations en accord avec la culture familiale de l'accueillant;
- 3° être joignables par le service.

CHAPITRE IV. — *De l'accréditation des accueillants*

Art. 6. Les accueillants doivent remplir les conditions suivantes :

- 1° avoir 21 ans au moins;
- 2° ne pas être cohabitant, parent ou allié au premier degré de la personne;
- 3° posséder un extrait de casier judiciaire de modèle 1, établi conformément à la circulaire ministérielle n° 905 du 2 février 2007 relative à la délivrance d'extrait de casier judiciaire, exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles;
- 4° offrir les conditions nécessaires à l'accompagnement des personnes en matière de temps et de locaux;
- 5° participer de manière active et ouverte aux entretiens avec le service;
- 6° coopérer avec les services généraux et organismes en vue de réaliser le projet d'accompagnement de manière optimale;
- 7° contracter toute assurance nécessaire à couvrir l'activité d'accueil;
- 8° signer la convention d'accueil mentionnée à l'article 19;
- 9° obtenir une évaluation positive du service sur la base des critères visés à l'annexe 10.

TITRE III. — *De l'agrément des services*

CHAPITRE I^{er}. — *De la demande d'agrément*

Art. 7. La demande d'agrément est adressée à l'Agence par voie postale. Elle est accompagnée des documents et renseignements suivants :

- 1° le projet du service ainsi que le mode d'élaboration et de suivi de projets individuels;
- 2° l'identité du directeur du service, son extrait du casier judiciaire datant de moins de trois mois, de modèle 1, établi conformément à la circulaire ministérielle n° 905 du 2 février 2007 relative à la délivrance d'extrait de casier judiciaire, exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles, ainsi que la délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur visée à l'article 29, § 1^{er}, 2°;
- 3° l'identité des administrateurs ainsi que leur extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois, exempt de condamnation à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles;
- 4° l'identité des membres de l'assemblée générale;
- 5° une copie des diplômes et certificats du directeur ainsi que l'attestation justifiant une expérience visée à l'annexe 2;
- 6° si le service est constitué sous la forme juridique d'une ASBL ou d'une fondation, une copie des statuts coordonnés;
- 7° le numéro d'affiliation à l'ONSS ou à l'ONSS-APL du service et, pour les ASBL, le numéro d'entreprise;
- 8° en cas de transformation, l'avis, pour le secteur privé, du conseil d'entreprise ou à défaut de la délégation syndicale compétente ou, pour le secteur public, du comité de négociation ou de concertation créé en vertu de la loi du 19 décembre 1974 ou à défaut des organisations syndicales représentatives des travailleurs.

Art. 8. Dans les trente jours de l'envoi de la demande d'agrément, l'Agence adresse au demandeur, un avis de réception du dossier si celui-ci est complet. Si le dossier n'est pas complet, l'Agence en informe le demandeur dans les mêmes conditions et précise, à cette occasion, par quelles pièces le dossier doit être complété.

L'Agence instruit le dossier et le comité de gestion statue dans un délai de six mois à dater de la réception du dossier complet de la demande d'agrément.

CHAPITRE II. — *De la décision d'agrément*

Art. 9. La décision de l'Agence mentionne :

1° la date de début de l'agrément;

2° le nombre minimum de dossiers individuels devant être gérés sur une période d'un an s'étalant du 1^{er} janvier au 31 décembre.

La décision est notifiée au demandeur par voie postale.

CHAPITRE III. — *De la détermination du nombre de dossiers individuels*

Art. 10. Le service voit son nombre minimum de dossiers à accompagner déterminé en multipliant le nombre d'équivalents temps plein théorique affecté aux missions d'accompagnement (ETPa) par 10. Le nombre de dossiers ainsi obtenu est arrondi à l'unité supérieure.

Art. 11. § 1^{er}. Le nombre d'équivalents temps plein théorique affecté aux missions d'accompagnement (ETPa) est obtenu en soustrayant le quota d'équivalents temps plein de personnel hors intervention déterminé à l'annexe 3 (ETPhi) du nombre d'équivalents temps plein théoriques total (ETPt).

§ 2. Le nombre total d'équivalents temps plein théorique (ETPt) est obtenu en divisant 85 % de la subvention octroyée par le barème de référence à l'ancienneté moyenne du personnel affecté au service. Ce barème, visé à l'annexe 4 est augmenté d'un coefficient de charges patronales de 51,89 % pour les services organisés par un pouvoir organisateur privé et de 43,62 % pour les services organisés par un pouvoir organisateur public.

§ 3. L'ancienneté moyenne est déterminée pour les services existants sur la base du dernier cadastre de l'emploi en possession de l'Agence et pour les nouveaux services sur la base d'une liste nominative du personnel prévu. L'ancienneté moyenne est déterminée par l'Agence sur la base d'éléments probants.

Art. 12. L'Agence détermine le nombre minimum de dossiers à prendre en charge annuellement par un service qui viendrait à être agréé après la parution du présent arrêté.

Art. 13. § 1^{er}. Si au terme d'une première période d'observation de deux années civiles complètes qui suivent l'année de parution du présent arrêté ou de l'agrément d'un nouveau service, la moyenne du nombre de dossiers individuels, arrondie à l'unité supérieure, est inférieure au nombre fixé à l'article 9, le nombre d'équivalents temps plein théorique et le nombre de dossiers minimum sont réduits en proportion.

§ 2. Les périodes d'observation suivantes durent trois ans.

§ 3. La réduction s'opère un an après la période d'observation.

Art. 14. La moyenne du nombre de dossiers est obtenue en additionnant le nombre de dossiers en cours durant chacune des années que compte la période d'observation, divisé par le nombre d'années contenues dans cette même période d'observation.

TITRE IV. — *Des conditions d'agrément et du contrôle*CHAPITRE I^{er}. — *Des conditions d'agrément*Section 1^{re}. — *Principes généraux du fonctionnement des services*

Art. 15. Les services accompagnent tout au long du projet, les personnes, les accueillants et le réseau dans le respect des principes énoncés à l'article 4 du décret ainsi que ceux énoncés à l'article 4.

Art. 16. L'accompagnement en accueil de type familial respecte les principes suivants :

1° au départ des situations particulières et/ou des demandes de la personne et/ou de son entourage, il élabore avec elle et les accueillants un projet en lien avec les repères socioculturels de chacun, dans le respect de ses convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses;

2° il s'inscrit dans une recherche de qualité de vie en fonction du rythme de chaque personne;

3° il favorise l'exercice des droits et des devoirs en lien avec la citoyenneté. Il permet à la personne de construire ou de restaurer des possibilités de choix concernant son bien-être et ses relations avec les autres dans la cité;

4° il s'inscrit dans une démarche de travail en réseau et en partenariat, et renforce, dans une approche transversale des problématiques rencontrées par la personne, les coordinations internes et externes;

5° il concourt à remettre la question du handicap au cœur de la communauté en vue de mobiliser les ressources de celle-ci et à entrer dans une réflexion portant sur une nouvelle façon de vivre ensemble;

6° il veille à ce que le projet puisse, chaque fois que possible, se réaliser par un recours aux services généraux;

7° il s'assure que la notion de « chez soi » soit réalisée concrètement au sein des logements de type familial;

8° il suscite, formule et élabore des réponses collectives à des besoins individuels.

Section 2. — *Du projet de service*

Art. 17. § 1^{er}. Le projet du service est élaboré sur la base du canevas repris à l'annexe 1^{re} en collaboration avec l'équipe des intervenants. Ce projet est soumis :

1° pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé : au conseil d'entreprise ou à défaut à la délégation syndicale;

2° pour les services gérés par un pouvoir organisateur public : au comité de négociation ou de concertation, ou, à défaut, aux organisations syndicales représentatives de travailleurs.

§ 2. Ce projet est mis à jour au minimum tous les cinq ans.

§ 3. Le service procède à l'évaluation de son activité au moins une fois par an.

§ 4. Le projet de service, ses mises à jour et le rapport annuel d'évaluation de l'activité du service sont portés à la connaissance de tous les intervenants et mis à leur disposition en permanence.

Art. 18. Le service met en œuvre les moyens qui concourent à la réalisation des objectifs contenus dans le projet du service.

Section 3. — De la convention d'accueil

Art. 19. Une convention d'accueil est conclue, par écrit, entre le service, la personne ou son représentant légal et l'accueillant.

Art. 20. La convention d'accueil reprend au moins les mentions suivantes :

1° l'identité des parties;

2° les objectifs généraux du projet d'accueil;

3° l'affirmation que le projet d'accompagnement en accueil de type familial sera élaboré en partenariat entre les différents acteurs (la personne, le cas échéant son représentant légal, le service, l'accueillant) et que la personne et le cas échéant son représentant légal sera invitée à participer au processus d'évaluation;

4° la date de début de la convention;

5° le montant de l'intervention financière de la personne;

6° la personne physique ou morale qui répond du paiement et de son mode de règlement;

7° les modalités de résiliation de la convention;

8° l'adresse de l'Agence où peut être adressée toute plainte ou réclamation.

Art. 21. La personne, sa famille, l'accueillant et, le cas échéant, le représentant légal de la personne ont le droit d'être informés en temps utile sur toutes les questions qui les concernent relatives au projet d'accueil.

Section 4. — Du projet d'accompagnement en accueil de type familial

Art. 22. Le projet d'accompagnement en accueil de type familial est élaboré dans les trois mois à dater de l'admission de la personne et comporte au moins les éléments suivants :

1° un volet informatif relatif à la personne et à ses demandes;

2° un volet prévisionnel précisant :

a) la manière dont le processus d'accompagnement en accueil de type familial se déroulera au regard de la demande et des besoins identifiés;

b) s'il échet, les services généraux dont la collaboration sera sollicitée;

3° un volet évaluatif relatif aux demandes et à l'actualisation du processus d'accompagnement en accueil de type familial.

Art. 23. Le projet d'accompagnement en accueil de type familial est signé par le service et la personne ou son représentant légal.

Il fait alors partie intégrante de la convention d'accueil et est joint au dossier que le service tient pour chaque personne.

Section 5. — De l'agenda du service

Art. 24. Le service tient un agenda centralisé des activités journalières des membres de l'équipe du service qui assure le suivi de la personne auprès de l'accueillant.

Section 6. — Des qualifications du personnel

Art. 25. § 1^{er}. Le personnel du service doit répondre aux normes de qualification prévues à l'annexe 2.

§ 2. Le service tient à disposition de l'Agence les copies de diplômes, certificats et attestations des membres du personnel.

§ 3. Les membres du personnel doivent fournir au service, lors de leur engagement, un extrait de casier judiciaire de modèle 1, établi conformément à la circulaire ministérielle n° 905 du 2 février 2007 relative à la délivrance d'extrait de casier, exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles.

Section 7. — De la formation du personnel

Art. 26. § 1^{er}. S'appuyant sur le projet du service visé à l'article 17, le service établit un plan de formation du personnel qui s'étend au moins sur deux années.

Ce plan, construit à l'issue d'un débat entre les acteurs concernés :

1° détermine les objectifs poursuivis;

2° décrit les liens entre l'environnement global du service, la dynamique du projet du service et le développement des compétences du personnel;

3° définit les critères, modalités et périodicité d'évaluation de ces trois aspects;

4° identifie les activités de formation permanente de deux jours au moins par an auxquelles sont tenus de participer les directeurs.

§ 2. Pour ce qui concerne le personnel des services relevant des pouvoirs locaux et des provinces, le plan de formation visé à l'alinéa 1^{er} s'inscrit dans le plan de formation établi à l'initiative du conseil régional de la formation créé par le décret du 6 mai 1999 portant création du conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie.

Section 8. — De la personne morale

Art. 27. Le service doit être géré par un pouvoir public ou un établissement d'utilité publique, ou par une association sans but lucratif ou une fondation.

Art. 28. Lorsque la personne morale est constituée sous la forme d'une association sans but lucratif ou d'une fondation :

1° celle-ci ne peut comporter des membres du personnel ou des accueillants ainsi que des personnes apparentées à ceux-ci jusqu'au 3^e degré, à concurrence de plus d'1/5^e de ses membres;

2° son Conseil d'administration, afin d'éviter toute confusion d'intérêts et toute source de conflit d'autorité, ne peut comprendre des personnes appartenant à la même famille, conjoints, cohabitants légaux et parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, en nombre supérieur, pour chaque famille, au tiers du nombre total des membres composant le Conseil d'administration ni des personnes faisant partie du personnel du service.

Section 9. — De la gestion du service

Art. 29. § 1^{er}. Le service satisfait aux conditions suivantes :

1° posséder une autonomie technique, budgétaire et comptable ainsi qu'une gestion administrative de nature à permettre tant l'exécution de sa mission que le contrôle de celle-ci par l'Agence. L'autonomie technique, comptable et budgétaire peut éventuellement être obtenue via l'organisation d'une entité administrative. Celle-ci possède, pour cet ensemble de services, la responsabilité de la gestion journalière tant administrative, financière que du personnel;

2° être dirigé par un directeur, personne physique rémunérée pour cette fonction et habilitée à assurer, en vertu d'une délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur et sous la responsabilité de celui-ci ou du directeur général de l'entité administrative, la gestion journalière du service, en ce qui concerne au minimum :

- a) la mise en œuvre et le suivi du projet de service;
- b) la gestion du personnel;
- c) la gestion financière;
- d) l'application des réglementations en vigueur;
- e) la représentation du service dans ses relations avec l'Agence.

§ 2. Le directeur est, en outre, en mesure d'assurer en permanence la direction effective du service. S'il n'est pas présent, un membre du personnel délégué à cet effet doit être en mesure de prendre les dispositions utiles en cas d'urgence et de répondre aux demandes tant internes qu'externes.

§ 3. En cas de manquement ou d'irrégularité dans l'exécution de la mission confiée au directeur, l'Agence invite par lettre, le pouvoir organisateur à prendre, dans un délai qu'elle détermine, les dispositions qui s'imposent.

Si à l'expiration de ce délai, les dispositions n'ont pas été prises, l'Agence en saisit le Comité de gestion qui statue conformément à l'article 58 de l'arrêté du 4 juillet 1996.

§ 4. La gestion journalière implique :

- le pouvoir quotidien effectif de donner des ordres et directives au personnel, en ce compris le pool administratif commun à ces services;
- d'être mis en possession des moyens lui permettant de faire face aux charges financières relatives au fonctionnement quotidien des services concernés;
- de coordonner, le cas échéant, les différentes directions existant au sein de l'entité.

La direction de cet ensemble de services agréés et subventionnés par l'Agence doit être réalisée à temps plein et être établie comme telle par le contrat de travail ou l'arrêté de nomination.

Les services concernés par le regroupement doivent être situés à une distance raisonnable du lieu où siège principalement la direction et où sont concentrées les données administratives nécessaires à la gestion journalière.

Section 10. — De la gestion administrative et comptable

Art. 30. Le service transmet, à la demande de l'Agence, tous documents justificatifs requis pour l'exercice de son contrôle, notamment le bilan social tel que défini par l'arrêté royal du 4 août 96 relatif au bilan social, les comptes annuels, les documents nécessaires au calcul des différentes subventions, le cadastre de l'emploi et le plan de formation visé à l'article 26.

Art. 31. Le service mentionne la référence de l'agrément par l'Agence sur tous les actes et autres documents, publicités et affichages émanant du service.

Art. 32. Sans préjudice de la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, les intitulés et numéros de comptes appropriés à l'activité des services sont transmis par l'Agence aux services.

Art. 33. Les subventions versées aux services par des pouvoirs publics ou par des œuvres que ces pouvoirs subventionnent, sont déduites des charges correspondantes imputées valablement dans l'exercice. Il n'est tenu compte des dites subventions que dans la mesure où elles sont allouées pour couvrir les dépenses considérées pour la détermination de la subvention.

Art. 34. Le bilan de départ de chaque service est soumis à l'Agence dans les six mois de la publication au *Moniteur belge* de l'extrait de leur décision d'agrément.

Art. 35. § 1^{er}. Les comptes annuels de chaque service sont transmis à l'Agence au plus tard le 31 mai de l'année suivant l'exercice comptable, accompagnés du rapport d'un réviseur d'entreprises dont la mission sera de certifier et, le cas échéant, de redresser les comptes.

§ 2. Ces comptes doivent également être accompagnés des comptes annuels consolidés de l'entité juridique dont le service fait partie ou auquel il est lié par une direction unique. Les services sont présumés, de manière irréfutable, être placés sous une direction unique :

- 1° lorsque leur organe d'administration est composé en majorité des mêmes personnes;
- 2° lorsque la direction unique de ces services résulte de contrats conclus entre ces ASBL ou de clauses statutaires;
- 3° lorsque leur organe décisionnel est composé en majorité des mêmes personnes.

§ 3. Sont en outre présumées, sauf preuve contraire, constituer des entités liées, les entités dont le siège social ou d'exploitation est situé à la même adresse ainsi que les entités entre lesquelles existent des liens directs ou indirects durables et significatifs en termes d'assistance administrative ou financière, de logistique, de personnel ou d'infrastructure.

§ 4. L'exercice comptable correspond à l'année civile.

Art. 36. Dans le cas où des prestations sont effectuées par une association juridiquement distincte mais néanmoins liée au service par une direction unique au sens de l'article 35, § 2, les prestataires actent leur présence au registre du personnel.

Art. 37. Le service doit être en mesure de prouver qu'il a satisfait à toutes les obligations fiscales et sociales.

Section 11. — Des assurances

Art. 38. Préalablement à tout accompagnement, l'accueillant souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile ou couvrant la responsabilité civile des personnes dont il doit répondre pour tout dommage survenu à une personne ou causé par celle-ci.

Section 12. — Des obligations relatives aux bâtiments et aux installations

Art. 39. Les bâtiments et installations, tant du service que ceux mis à la disposition des personnes par les accueillants, doivent présenter des conditions d'accessibilité en rapport avec le handicap des personnes.

Section 13. — De l'évaluation des services

Art. 40. Sans préjudice de l'article 57 du décret, afin de permettre à l'Agence de vérifier le respect des conditions d'agrément, les services sont tenus d'introduire tous les cinq ans, auprès de l'Agence, les documents suivants :

- 1° le projet du service ainsi que le mode d'élaboration et de suivi de projets individuels;
- 2° l'extrait du casier judiciaire du directeur, datant de moins de trois mois, de modèle 1, établi conformément à la circulaire ministérielle n° 905 du 2 février 2007 relative à la délivrance d'extrait de casier, exempt de condamnation à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles;
- 3° en cas de changement de direction, une copie des diplômes et certificats du directeur ainsi que l'attestation justifiant une expérience visée à l'annexe 2;
- 4° la liste des membres de l'assemblée générale;
- 5° la liste des membres du conseil d'administration.

CHAPITRE II. — Du contrôle

Art. 41. Les services de l'inspection ont pour mission de vérifier le respect des conditions et des normes d'agrément. Ils procèdent périodiquement à l'évaluation de la mise en œuvre des projets de services. Pour ce faire, ils évaluent en collaboration avec les services, les méthodes de travail, la qualité des services, les prestations et la mise en place des projets d'accompagnement. Ils vérifient l'existence et la mise à jour de ceux-ci.

Les services de l'inspection s'assurent du respect des règles en matière d'octroi et d'utilisation des subventions et des obligations imposées en matière de comptabilité.

Art. 42. Les services de l'inspection assurent également une fonction de conseil auprès des services et des équipes d'intervenants.

Les remarques et conclusions des différentes inspections, positives ou négatives, sont transmises aux pouvoirs organisateurs et aux directions à qui il revient d'en informer le conseil d'entreprise et/ou la délégation syndicale ou le comité de négociation ou de concertation.

TITRE V. — De la politique d'admission des personnes

Art. 43. § 1^{er}. Pour pouvoir bénéficier d'un accueil de type familial et de son accompagnement par le service, la personne doit être en possession :

- 1° soit de la décision d'intervention de l'Agence visée à l'article 21 du décret qui conclut à la nécessité d'un accueil de type familial;
- 2° soit de la décision provisoire visée à l'article 15 de l'arrêté du 4 juillet 1996;
- 3° soit de la décision d'un organisme compétent d'une autre collectivité fédérée admise à produire, en vertu d'un accord de coopération, ses effets sur le territoire de la région de langue française.

§ 2. A défaut de pouvoir se prévaloir d'une des décisions énumérées au § 1^{er} et dans l'attente d'une de celles-ci, le service peut admettre temporairement une personne si cette dernière a déjà introduit une demande individuelle d'intervention auprès de l'Agence sollicitant une prise en charge dans un service d'accompagnement en accueil de type familial, dans un service d'accueil de jour ou dans un service résidentiel conformément à l'article 6 de l'arrêté du 4 juillet 1996.

Cette demande doit être accompagnée d'au moins un des documents suivants :

- a) un document provenant d'une autre administration prouvant l'existence d'un handicap;
- b) une décision prise antérieurement par un Gouverneur de province à la condition que le service soit agréé pour prendre en charge le type de handicap de la personne;
- c) une attestation établie par une équipe pluridisciplinaire d'un centre agréé visé à l'article 39 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996.

La personne dispose d'un délai de trois mois pour fournir les données pluridisciplinaires nécessaires.

La production d'un des trois types de documents cités à l'alinéa 2 ne préjuge en rien de la décision de l'Agence.

Art. 44. Le dossier d'une personne fait l'objet de la comptabilisation visée à l'article 10 à la date d'entrée de cette personne en accueil de type familial.

A cette même date, l'accueillant bénéficiera des indemnités d'accueil visées au Titre VII.

Pour bénéficier de cette comptabilisation et de ces indemnités d'accueil, le service est tenu de communiquer, dans les trois jours qui suivent l'entrée de la personne dans le logement de type familial, un avis d'entrée au Bureau régional compétent de l'Agence.

Les services ont le même délai pour communiquer les avis de fin d'accueil.

Art. 45. Pour chaque personne admise, l'intervention de l'Agence est limitée au financement du service et de l'accueillant.

La personne peut cependant solliciter le cumul des financements visés à l'alinéa 1^{er} avec ceux résultant :

1° de sa prise en charge par un service d'accueil de jour ou une entreprise de travail adapté ou un centre de formation professionnelle;

2° de sa prise en charge en court séjour;

3° d'une intervention en aménagement du domicile ou une aide individuelle.

L'Agence autorise le cumul avec une prise en charge en service résidentiel pour jeunes lorsqu'il s'agit de permettre à la personne pendant les week-ends, jours fériés et périodes de vacances de vivre en accueil de type familial. Le montant de l'intervention de l'Agence visé à l'article 60, § 2, est payé pour moitié par le service résidentiel pour jeunes.

L'Agence peut également autoriser le cumul avec une prise en charge ou un accompagnement assuré par une autre structure sur la base d'un projet individuel particulier.

TITRE VI. — Le subventionnement

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 46. Dans les limites des crédits budgétaires, il est accordé aux services :

- une subvention annuelle;
- un supplément pour ancienneté pécuniaire;
- une subvention spécifique en vue de compenser les dispositions de l'accord-cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon.

Le total des subventions résultant des dispositions du présent arrêté est réduit de l'équivalent du montant éventuel versé par le Fonds pour l'Emploi à l'Office national de Sécurité sociale en compensation de la subvention de l'allocation visée à l'article 4 de l'arrêté royal du 22 septembre 1989 tendant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

CHAPITRE II. — La subvention annuelle

Art. 47. La subvention annuelle est destinée à couvrir :

- 1° les charges de fonctionnement;
- 2° les charges de personnel non éducatif et éducatif, dont les qualifications correspondent aux titres requis repris à l'annexe 2.

La subvention annuelle doit être affectée à 85 % au moins de son montant à des charges de personnel.

Art. 48. Sur la base de la programmation fixée par le Gouvernement wallon à l'article 66, le Comité de gestion détermine, conformément aux articles 10 à 14 et 66 le montant de la subvention des nouveaux services qu'il agrée.

Art. 49. Pour les services existants à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, les montants de leur subvention annuelle de l'exercice en cours sont maintenus.

Art. 50. La subvention annuelle est liquidée anticipativement durant l'exercice d'attribution par mensualités.

Les mensualités sont automatiquement ajustées le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique.

CHAPITRE III. — Le supplément pour ancienneté pécuniaire

Art. 51. § 1^{er}. Un supplément de subvention est octroyé aux services dont l'ancienneté pécuniaire moyenne pour l'ensemble du personnel est au terme de l'année d'attribution, supérieure à celle déterminée à l'article 11, § 3.

§ 2. Au terme de chaque année d'attribution, le service transmet à l'Agence pour le 31 mars au plus tard une liste du personnel qu'il a occupé et rémunéré durant cette année. Cette liste est établie selon un modèle défini par l'Agence.

L'ancienneté à prendre en considération pour chaque membre du personnel est l'ancienneté pécuniaire à laquelle il peut prétendre au 31 décembre de l'exercice auquel se rapporte la subvention, pondérée par le volume de prestations rémunérées. Pour les membres du personnel ayant quitté le service avant cette date, l'ancienneté à prendre en compte est celle à laquelle il peut prétendre à la date de sortie, pondérée par le volume de prestations rémunérées.

Afin de déterminer l'ancienneté pécuniaire moyenne, le total des anciennetés pondérées est divisé par le total des volumes de prestations rémunérées du personnel. Le résultat de la division est ensuite diminué d'une demi-année d'ancienneté.

§ 3. Le supplément est accordé à concurrence du nombre d'équivalents temps plein théorique (ETPt) multiplié par la différence entre le barème de référence visé à l'annexe 4 à l'ancienneté observée et ce même barème à l'ancienneté moyenne du personnel affecté au service lors du premier agrément sur la base des présentes dispositions.

Art. 52. Le supplément, lorsqu'il est accordé une première fois, est liquidé automatiquement pour l'année suivante.

Au terme de celle-ci, l'Agence procède à la vérification de l'ancienneté moyenne du personnel.

Si cette ancienneté est inférieure ou supérieure à celle qui a servi de base à l'octroi du supplément, celui-ci est rectifié.

CHAPITRE IV. — *La subvention spécifique en vue de compenser les dispositions de l'accord-cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon*

Art. 53. Un supplément de subvention est octroyé aux services pour leur permettre de financer les emplois compensatoires liés à l'attribution de trois jours de congés annuels supplémentaires à leur personnel. De même, un supplément de subvention est accordé aux services pour assurer le financement des augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables prestées par leur personnel; conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon 23 avril 2009 du au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon.

CHAPITRE V. — *Subvention particulière en vue de financer les primes syndicales*

Art. 54. Dans les limites du budget réservé à cet effet, l'Agence verse au nom des services, au fonds chargé d'assurer le paiement des primes syndicales, un montant correspondant au nombre de travailleurs pouvant en bénéficier multiplié par le montant de la prime syndicale par travailleur.

CHAPITRE VI. — *Le contrôle des subventions*

Art. 55. § 1^{er}. Si le total des dossiers accompagnés est inférieur au nombre de dossiers pour lequel le service est agréé, l'Agence lui notifie le montant de la somme à récupérer en application de l'article 57 des lois coordonnées du 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat.

Le retrait est effectué à partir du 1^{er} jour du mois qui suit la date de notification.

§ 2. Si le montant total des charges de personnel du service est inférieur à 85 % de sa subvention annuelle, la différence est récupérée au moment du contrôle de l'utilisation des subventions par l'Agence déduction faite des récupérations visées au § 1^{er}.

Art. 56. Les charges admissibles sont précisées aux annexes 5 et 6.

Art. 57. L'Agence procède après notification, à la rectification et à la récupération d'office des subventions allouées sur la base de déclarations inexactes ou dont l'utilisation s'avère injustifiée.

La rectification et la récupération s'effectuent le deuxième mois qui suit celui au cours duquel elles ont été notifiées et peuvent faire l'objet d'un plan d'apurement.

Les services disposent d'un délai de trente jours cachet de la poste faisant foi, pour contester toute rectification ou récupération notifiée sur la base du présent arrêté.

Les services peuvent introduire une demande de révision de la subvention dans le délai de trente jours à partir de la prise de connaissance d'une information, de nature à remettre en cause le montant de la subvention, qu'il ne possédait pas lorsque celle-ci a été notifiée.

Il revient alors au service d'apporter la preuve de la date à laquelle il a été mis en possession de ladite information.

TITRE VII. — La participation des personnes et l'indemnité aux accueillants

Art. 58. Une indemnité forfaitaire journalière est accordée aux accueillants pour les jours de présence des personnes dans leur logement.

Sont assimilées aux jours de présence visés à l'alinéa précédent, les journées d'hospitalisation ainsi que les journées de vacances financées par l'accueillant et sous sa responsabilité.

Art. 59. L'indemnité forfaitaire journalière accordée à l'accueillant est composée :

- 1° d'une intervention de la personne servant à couvrir les frais généraux de logement, d'entretien et d'alimentation;
- 2° d'une intervention de l'Agence destinée à couvrir les frais d'éducation, d'accompagnement et de soutien.

Art. 60. § 1^{er}. L'intervention de la personne bénéficiaire d'allocations familiales ordinaires ou majorées, à l'exception de la personne handicapée qui avait 21 ans au 1^{er} juillet 1987 et qui bénéficiait déjà d'allocations familiales à cette date, correspond au montant des allocations familiales ramené en base journalière.

§ 2. L'intervention de l'Agence destinée à couvrir les frais d'éducation, d'accompagnement et de soutien pour les personnes mentionnées à l'article 60, § 1^{er}, s'élève à 20 euros par jour de présence.

Art. 61. § 1^{er}. L'intervention de la personne ne bénéficiant plus d'allocations familiales ordinaires ou majorées, ainsi que celle de la personne handicapée qui avait 21 ans au 1^{er} juillet 1987 et qui bénéficiait déjà d'allocations familiales à cette date, s'élève à 20 euros par jour de présence.

§ 2. Si l'ensemble des revenus de la personne, déduction faite de la quotité de 181,88 euros laissée à sa disposition, ne lui permet pas de payer son intervention, celle-ci est réduite au prorata des revenus constatés et la différence entre cette dernière et les 20 euros sont compensées par l'Agence.

§ 3. L'intervention de l'Agence destinée à couvrir les frais d'éducation, d'accompagnement et de soutien pour les personnes mentionnées à l'article 61, § 1^{er}, s'élève par journée de présence à 10 euros pour les personnes de la catégorie A, 15 euros pour les personnes de la catégorie B ou 20 euros pour les personnes de la catégorie C, catégories telles que définies à l'annexe 9.

§ 4. Les interventions visées aux articles 60 et 61 sont rattachées à l'indice pivot 151,60 à la date du 1^{er} octobre 2008.

Art. 62. L'intervention de l'Agence est versée au service qui la transfère aux accueillants.

Art. 63. § 1^{er}. A l'exception des dispositions prévues au § 2 du présent article, aucun supplément à la participation des personnes ne peut être exigé pour couvrir les frais de personnel et de fonctionnement du service ou les frais de séjour chez l'accueillant.

§ 2. Peuvent être exigés en supplément de la participation des personnes et dans la mesure où ils ne font pas l'objet d'une intervention légale ou complémentaire :

1° les frais médicaux et pharmaceutiques, déduction faite de l'intervention de l'organisme assureur en ce compris les frais spécifiques liés à l'incontinence;

2° les frais d'aides techniques telles que les orthèses, prothèses, voiturettes et autres aides dispositifs mécaniques ou électriques.

Art. 64. § 1^{er}. Les indemnités aux accueillants et les participations des personnes sont calculées sur la base du nombre de journées visées à l'article 58 et renseignées par le service au moyen du relevé trimestriel approuvé par l'Agence.

§ 2. Les services sont tenus d'envoyer le relevé trimestriel, dûment complété, à l'Agence dans les 50 jours qui suivent le terme du trimestre écoulé.

Sauf en cas de force majeure, le non respect de ce délai est sanctionné comme suit :

- a) une pénalité égale à 1/1 000^e de la subvention annuelle à recevoir est appliquée par jour de retard;
- b) sans préjudice de cette pénalité, l'Agence adresse, au plus tard le 21^e jour de retard, un rappel par envoi recommandé;
- c) si le relevé trimestriel n'est pas parvenu dans les 10 jours de l'envoi recommandé de rappel, la subvention annuelle du service est fixée à 90 % du montant auquel il pouvait prétendre l'année antérieure à l'exercice.

Art. 65. § 1^{er}. Le service verse les indemnités aux accueillants au plus tard le 15^e jour suivant le mois pour lequel elles sont dues.

§ 2. L'Agence est habilitée à verser des avances afin de permettre aux services de remplir les obligations visées au § 1^{er}.

§ 3. Ces avances sont ajustées sur la base du relevé trimestriel, prévu à l'article 64, établi par le service et approuvé par l'Agence.

TITRE VIII. — De la programmation

Art. 66. Le Gouvernement wallon fixe le nombre de services d'accompagnement en accueil de type familial pour personnes handicapées, sur proposition du Comité de gestion, en fonction des disponibilités budgétaires et après évaluation qualitative des projets en fonction des besoins.

TITRE IX. — Dispositions transitoires, modificatives et abrogatoires

Art. 67. § 1^{er}. Le service existant avant la date d'application du présent arrêté, voit son nombre minimum de dossiers à accompagner déterminé en multipliant le nombre d'équivalents temps plein théorique affecté aux missions d'accompagnement (ETPa) par 10.

Le nombre de dossiers ainsi obtenu est arrondi à l'unité supérieure.

§ 2. Le nombre d'équivalents temps plein théorique affecté aux missions d'accompagnement (ETPa) est obtenu en soustrayant le quota d'équivalent temps plein de personnel hors intervention déterminé à l'annexe 3 (ETPhi) du nombre d'équivalents temps plein théoriques total (ETPt).

§ 3. Le nombre total d'équivalents temps plein théorique (ETPt) est obtenu en divisant 85 % de la subvention annuelle et du supplément pour ancienneté pécuniaire visés au titre III - chapitre II - de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 par le barème de référence à l'ancienneté moyenne du personnel affecté au service. Ce barème, visé à l'annexe 4 est augmenté d'un coefficient de charges patronales de 51,89 % pour les services organisés par un pouvoir organisateur privé et de 43,62 % pour les services organisés par un pouvoir organisateur public.

Art. 68. Les travailleurs qui étaient occupés dans un service de placement familial et qui en application du présent arrêté, sont engagés dans un service d'accompagnement en accueil de type familial répondent à la qualification minimale exigée pour exercer la fonction de personnel d'accompagnement ou de personnel administratif visée à l'annexe 2.

Art. 69. Les travailleurs qui étaient occupés dans un service de placement familial et qui en application du présent arrêté, sont engagés dans un service d'accompagnement en accueil de type familial gardent la rémunération afférente à l'échelle barémique et les autres avantages pécuniaires qui leur étaient applicables avant leur engagement dans le service d'accompagnement des logements de type familial. Leur rémunération constitue une charge admissible dans les limites édictées par les annexes 5 et 6.

Art. 70. La personne qui bénéficiait, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, d'une intervention de l'Agence pour sa prise en charge par un service de placement familial est présumée bénéficiaire d'une décision de l'Agence concluant à la nécessité d'un accompagnement par un service d'accompagnement des logements de type familial.

Art. 71. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels et d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées est remplacé par le texte suivant : « arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour pour personnes handicapées ».

Art. 72. Dans l'article 2, 4^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, les mots « 4, 5 et 7 » sont remplacés par les mots « 4 et 5 ».

Art. 73. Dans les articles 2, 11^o, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002, le mot « 9 » est abrogé.

Art. 74. Dans l'article 3, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « ou ayant trait au placement familial » sont abrogés.

Art. 75. L'article 7 du même arrêté est abrogé.

Art. 76. Dans l'article 8, alinéa 2, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002, l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002, l'article 20, alinéa 2, 2^o, l'article 31, alinéa 1^{er}, et l'article 82^{ter}, § 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002 les mots « et les services de placement familial » sont abrogés chaque fois.

Art. 77. Dans l'article 8, alinéa 4, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002 les mots « et des services de placement familial » sont abrogés.

Art. 78. Dans l'article 12, § 7, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002, les mots « de placement familial » sont abrogés.

Art. 79. Dans l'article 16 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002, les mots « des services de placement familial et » sont abrogés.

Art. 80. Dans l'article 19, alinéa 2, 1° et 11°, du même arrêté, compété par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002, les mots « un placement familial et » sont abrogés.

Art. 81. Dans l'article 30, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « des services de placement familial et » sont abrogés.

Art. 82. Dans l'article 31 du même arrêté, l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 83. Dans l'article 31bis, § 1^{er}, du même arrêté inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2001, et dans l'article 89septies, premier tiret, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2001, les mots et « en placement familial » sont chaque fois abrogés.

Art. 84. L'article 41ter du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2001, est abrogé.

Art. 85. Dans l'article 42, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002 les mots « ou dans une famille d'accueil » sont abrogés;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 86. Dans l'article 47 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 2003, les mots « ou au service de placement familial » sont abrogés.

Art. 87. A l'article 56 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002, les mots « 6°, 7° et 9° » sont remplacés par les mots « 6° et 7° ».

Art. 88. Dans l'article 66, alinéa 1^{er}, du même arrêté, compété par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002, les mots « de placement familial » sont abrogés.

Art. 89. Dans l'article 82ter, § 4, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 90. L'article 91 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2002, est abrogé.

Art. 91. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2011.

Art. 92. La Ministre ayant la Politique des Personnes handicapées dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 novembre 2011.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Annexe 1^{re}

LE PROJET DE SERVICE — CANEVAS

1. HISTORIQUE DU PROJET

2. FINALITES ET OBJECTIFS

3. POPULATION CONCERNEE :

a) types de handicap;

b) âge;

c) divers.

4. CONVENTION et PARTICIPATION FINANCIERE

5. ZONE GEOGRAPHIQUE D'INTERVENTION

6. ORGANISATION DU SERVICE

a) organisation du travail;

b) réunions diverses;

c) horaires des intervenants;

d) heures d'ouverture.

7. STRATEGIE DE COMMUNICATION

Par exemple : publicité-information, sensibilisation, contacts avec les services généraux,...

8. REFERENCES THEORIQUES

9. METHODOLOGIES

a) méthode d'analyse des besoins

Par exemple :

- Sur le plan de la réalisation de soi, des interactions sociales, du bien-être physique, du bien-être psychologique.

- Dans les domaines : relationnel, affectif, cognitif, matériel.

b) méthodes d'intervention dans les différents domaines :

Par exemple : développement des compétences et potentialités de l'enfant, travail avec les familles (partenariat), participation à des pratiques de réseau, mobilisation des ressources communautaires y compris le recours aux services généraux.

10. MODES D'EVALUATION

- a) évaluation du service dans l'ensemble de ses missions;
 b) évaluation des projets individuels en fonction des résultats attendus.

11. RESSOURCES HUMAINES

- a) personnel;
 b) formation.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 2011 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'accompagnement en accueil de type familial pour personnes handicapées.

Namur, le 17 novembre 2011.

Le Ministre-Président,
 R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
 Mme E. TILLIEUX

Annexe 2

Les qualifications exigées du personnel des services pour la détermination des subventions

Directeurs classe I

Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale et qui justifient d'une expérience d'au moins trois années de service dans une fonction éducative, sociale, pédagogique, psychologique ou paramédicale exercée dans le secteur de l'aide aux personnes.

A. Personnel d'accompagnement**Master en sciences psychologiques, sciences de l'éducation, kinésithérapie ou logopédie**

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

Educateur classe I

Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale, à l'exclusion du diplôme de Bachelier-Bibliothécaire-Documentaliste et du diplôme ou certificat d'aptitude pédagogique.

Bachelier en soins infirmiers

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Bachelier – Assistant en psychologie

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Bachelier en ergothérapie, kinésithérapie ou logopédie

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

Spécialisation en psychomotricité

Les porteurs du titre octroyant cette spécialisation.

Bachelier – Assistant social ou Bachelier – Conseiller social

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

Spécialisation en santé communautaire

Les porteurs du diplôme octroyant cette spécialisation.

B. Personnel administratif**Commis**

Les porteurs d'un des titres suivants :

- Diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures (formation générale ou technique).
- Brevet ou certificat de fin d'études de l'enseignement professionnel secondaire inférieur délivré après une quatrième année de finalité ou agréé après une cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation dans une section « Travaux de bureau » délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat.

Copiste (Braille) 2^e classe

Les porteurs d'un diplôme, certificat ou brevet permettant l'accès à la fonction de commis.

Copiste (Braille) 1^{re} classe

Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la fonction de rédacteur.

Comptable 2^e classe

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique) à orientation commerciale.

Comptable 1^{re} classe

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur à orientation économique dont la qualification est en relation avec les exigences normales de la fonction.

Les porteurs du diplôme de la Chambre belge des Comptables.

Rédacteur

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique), dans la mesure où la formation reçue correspond avec les exigences normales de la fonction.

Bachelier à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Master à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

C. Personnel ouvrier**Personnel ouvrier catégorie I**

Les manœuvres, nettoyeurs, domestiques, veilleurs de nuit, concierges, ouvriers agricoles non qualifiés.

Personnel ouvrier catégorie III**Les ouvriers qualifiés qui ne sont pas porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études établissant leur qualification.**

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 2011 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'accompagnement en accueil de type familial pour personnes handicapées.

Namur, le 17 novembre 2011.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Annexe 3

ETP hors intervention

Equivalents temps plein >	Total
0	0,5
4	1
8	1,5
12	2
16	2,5

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 2011 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'accompagnement en accueil de type familial pour personnes handicapées.

Namur, le 17 novembre 2011.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Annexe 4

Barèmes de référence (01/01/2011)**Barèmes de référence pour les services organisés par le secteur privé, établis sur base des barèmes précisés à l'annexe 8**

Ancienneté pécuniaire	Barème de référence
0	31.008,71
1	32.706,13
2	32.706,13
3	33.980,62
4	33.980,62
5	35.255,10
6	35.255,10
7	37.476,51
8	37.476,51
9	38.755,79
10	39.304,49
11	40.583,78
12	40.583,78

Ancienneté pécuniaire	Barème de référence
13	41.863,04
14	41.863,04
15	43.142,32
16	43.992,90
17	45.272,18
18	45.272,18
19	46.551,44
20	46.551,44
21	47.830,76
22	47.830,76
23	49.110,03
24	49.110,03
25	49.356,96
26	49.356,96
27	49.603,88
28	49.603,88
29	49.603,88
30	49.603,88
31	49.603,88

Barèmes de référence pour les services organisés par le secteur public, établis sur base des barèmes précisés à l'annexe 8

Ancienneté pécuniaire	Barème de référence
0	30.776,34
1	32.367,06
2	32.464,06
3	33.682,58
4	33.682,58
5	34.956,12
6	34.956,12
7	37.062,98
8	37.062,98
9	38.453,23
10	38.936,08
11	40.213,86
12	40.213,86
13	41.491,64
14	41.491,64
15	42.769,39
16	43.517,89
17	44.795,67
18	44.896,73
19	46.174,50
20	46.174,50
21	47.452,29
22	47.452,29
23	48.730,07
24	48.730,07
25	48.976,71

Ancienneté pécuniaire	Barème de référence
26	48.976,71
27	49.223,34
28	49.223,34
29	49.223,34
30	49.223,34
31	49.223,34

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 2011 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'accompagnement en accueil de type familial pour personnes handicapées.

Namur, le 17 novembre 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Annexe 5

Principe d'admissibilité des charges

I. Les charges sont réputées non-admissibles si elles ne respectent pas les principes généraux suivants:

- 1) elles doivent être relatives aux personnes pour lesquelles l'Agence a statué favorablement sur l'opportunité d'un accompagnement par le service;
- 2) elles doivent être relatives aux frais pour lesquels le Service a été subventionné;
- 3) elles doivent être raisonnables par rapport aux besoins de l'activité subventionnée;
- 4) elles doivent être comptabilisées conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution;
- 5) elles doivent résulter d'échanges entre tiers et de réalités économiques tangibles. En particulier, les ASBL liées par un contrôle ou une direction unique au sens des articles 5 et 10 du Code des sociétés instauré par la loi du 7 mai 1999 constituent des tiers entre elles dans la mesure où leurs comptabilités respectives peuvent être valablement contrôlées;
- 6) elles doivent résulter d'échanges avec des personnes physiques qui ne peuvent être membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service, ou avec des personnes morales parmi lesquelles les membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service n'assurent pas une fonction de direction ou d'administrateur. Dans le cas contraire, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'Agence;
- 7) elles ne peuvent être relatives à des forfaits, hormis lorsque ceux-ci sont justifiés par une convention qui détaille les conditions dans lesquelles les prestations professionnelles sont fournies et rémunérées;
- 8) elles doivent résulter le cas échéant, d'une imputation réalisée à partir d'une clé de répartition répondant à des critères objectifs, réalistes et concrets.

2. Les charges suivantes en particulier sont réputées non-admissibles :

2.1. dans les comptes 60 et 61 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services

- 1) la partie des frais de déplacement de service qui dépasse le taux prévu pour le personnel des Ministères par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2001;
- 2) les charges afférentes à l'octroi d'un avantage de toute nature;
- 3) les valeurs d'investissements en ce compris les grosses réparations et gros entretiens de plus de 500 euros imputées en charge dans un seul exercice;
- 4) les frais de représentation qui ne sont pas liés directement à l'activité des services;
- 5) les souches de restaurant non-complétées par les noms des convives ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;
- 6) les factures de séjour en hôtel non-complétées par les noms des personnes hébergées ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;
- 7) les charges de loyer qui ne seraient pas justifiées par un contrat de bail écrit ou une convention entre les parties, détaillant les locaux faisant l'objet du contrat;
- 8) les charges de loyers entre ASBL, sauf si elles correspondent :

Soit au revenu cadastral indexé de l'immeuble concerné, duquel est déduit l'amortissement des subsides en capital reçus des pouvoirs publics, relatifs à cet immeuble. Par revenu cadastral indexé, il faut entendre le revenu cadastral non indexé déterminé par le Service Public Fédéral Finances, multiplié par la formule suivante :

$$\frac{\text{Index ABEX de novembre (de l'exercice comptable concerné)}}{\text{Index ABEX de novembre (de l'année d'établissement ou de dernière modification du revenu cadastral)}}$$

Soit à la valeur des amortissements de la partie non-subventionnée par des pouvoirs publics de l'immeuble concerné.

Dans ces cas seulement, les charges réputées incombant au bailleur sur la base des lois sur les baux à loyer pourront être admises comme charges du locataire.

2.2. dans les comptes 62 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les rémunérations ne correspondant pas aux échelles reprises à l'annexe 7 et qui ne sont pas établies conformément aux règles reprises à l'annexe 6;
- 2) les avantages complémentaires qui ne relèvent pas d'un accord officiel dans le cadre de la CP 319.02 ou du Conseil national du Travail;
- 2) les primes patronales pour assurances extra-légales visées au compte 6230;
- 3) les charges relatives aux assurances-groupes;
- 4) les dotations et utilisations de provisions pour pécules de vacances et de sortie visées aux comptes 6250 et 625;
- 5) les charges salariales ne résultant pas d'une convention ou d'un contrat de travail écrit mentionnant au moins la ou les fonctions exercées par le travailleur ainsi que le ou les volumes de prestations;
- 6) les charges de rémunération qui n'ont pas fait l'objet des déclarations auprès de l'ONSS et/ou de l'Administration fiscale;
- 7) les indemnités de rupture, hormis celles relatives au directeur.

2.3. dans les comptes 63 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les charges d'amortissements résultant de taux supérieurs aux taux suivants :
 - a. 20 % pour les frais d'établissement visés au compte 6300.
 - b. 33 % pour les immobilisations incorporelles visées au compte 6301.
 - c. 3 % pour les constructions et terrains bâtis visés au compte 63020, à l'exception des grosses réparations et gros entretiens d'immeubles (compte 63020X) qui sont amortis à un taux de 10 %.
 - d. 10 % pour les aménagements et transformations de bâtiments hors extension.
 - e. 20 % pour les installations, machines et outillages visés au compte 63021 à l'exception du matériel éducatif qui est amorti à un taux de 10 %. Le matériel informatique peut néanmoins être amorti à un taux de 33 %.
 - f. 10 % pour le mobilier visé au compte 63022X.
 - g. 20 % pour le matériel roulant visé au compte 63022X.
 - h. L'un des taux précédents en fonction du type de bien concerné par le contrat de location-financement ou de droits similaires
 - i. Une dérogation à ces taux peut être accordée par l'Agence en cas d'acquisition d'occasion ou de biens préfabriqués. Celle-ci doit être demandée par lettre recommandée et motivée.

- 2) les réductions de valeur sur créances visées aux comptes 633 et 634;
- 3) les provisions pour pensions légales et extra-légales visées au compte 635;
- 4) les provisions pour gros travaux et gros entretiens visées au compte 636;
- 5) les autres provisions visées au compte 637.

2.4. dans les comptes 64 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les amendes imputées au compte 640;
- 2) les charges relatives aux montants à restituer aux pouvoirs subsidiaires visées aux comptes 646.

2.5. dans les comptes 65 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les charges financières non-ventilées selon leur nature dans les comptes suivants : 65000- « Charges financières d'emprunt pour investissements », 65001- « Charges financières de leasings », 65002- « Charges financières de crédits de caisse — retards Awiph ou raison impérative », 65003- « Charges financières de crédits de caisse — Autres », 6570- « Charges financières comptes bancaires », 6571- « Charges financières — placements »;
- 2) les charges de crédits de caisse sauf si le recours à ceux-ci est rendu obligatoire par un retard de paiement dû à l'Administration ou pour une raison impérative indépendante de la volonté du service. Le service doit alors prouver le retard de paiement et la responsabilité de l'Administration par une attestation à réclamer à l'Agence ou prouver le caractère impératif de l'événement qui a justifié le recours à un tel crédit;
- 3) les charges financières résultant des opérations de placement.

2.6. dans les comptes 66 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- les charges exceptionnelles visées au compte 660.

2.7. dans les comptes 69 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- les charges d'affectations et prélèvements ventilées dans les comptes 69.

2.8. Divers :

- 1) les dons simultanément comptabilisés en charges et en produits;
- 2) les produits des activités des institutions simultanément comptabilisés en charges et en produits;
- 3) les charges relatives à des remboursements de frais d'administrateurs sauf celles découlant de missions ponctuelles décidées par le Conseil d'Administration collégialement avec la direction.

3. Sont déduites des charges :

- 1) les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes charges que celles prises en compte aux termes du présent arrêté;
- 2) le subside de fonctionnement octroyé par la Loterie Nationale n'est pas déductible des charges;
- 3) les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de la gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à l'organisation de ces opérations font l'objet des mêmes distinctions;
- 4) les charges relatives à l'organisation de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements supervisés. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.

4. Affectation des charges aux différentes subventions :

Sans préjudice des principes d'admissibilité des charges énoncés dans le présent arrêté :

- Sont considérées comme des charges relevant de la subvention annuelle de personnel visée au titre VI, les charges valablement imputées dans les comptes 618 et 62 repris au PCMN visés à l'article 32.
- Les autres charges relèvent de la subvention annuelle de fonctionnement visée au titre VI.

Lorsque la subvention annuelle de personnel ne permet pas de couvrir l'ensemble des charges y afférentes, celles-ci peuvent être couvertes par la subvention annuelle de fonctionnement telle qu'elle est définie à l'article 47.

5. Contrôle financier :

Quand un service existe au sein d'une entité administrative comprenant des services subventionnés sur la base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels et d'accueil de jour ou sur la base du présent arrêté, le contrôle de l'utilisation des subventions de ce service se réalise en totalisant d'une part, les subventions octroyées et d'autre part, les charges qui doivent être ventilées par sections au sein de la comptabilité.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 2011 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'accompagnement en accueil de type familial pour personnes handicapées.

Namur, le 17 novembre 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Annexe 6

Frais de personnel — Règles spécifiques**I. Ancienneté pécuniaire.**

Pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire du personnel d'accompagnement et des directeurs, est admissible le nombre d'années durant lesquelles le travailleur a été rémunéré par l'employeur, que ce soit à temps plein ou à temps partiel, dans les secteurs suivants :

- 1) les institutions agréées ou conventionnées par l'Agence, par l'ex Fonds 81 et l'ex FCIPPH;
- 2) les institutions agréées ou conventionnées par la COCOF et la COCOM;
- 3) les services d'Aide à la Jeunesse et de l'ex Protection de la Jeunesse;
- 4) l'ONE;
- 5) les centres agréés;
- 6) les institutions agréées et conventionnées par la Direction générale des Affaires sociales et de la Santé du Ministère fédéral des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement;
- 7) les institutions agréées et conventionnées par la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Service Public de Wallonie;
- 8) les écoles d'enseignement spécial;
- 9) les institutions ayant conclu une convention avec l'INAMI.

Sont assimilées les périodes de congés de maternité et d'allaitement, les périodes d'interruption de carrière d'un maximum donnant le droit à une allocation d'interruption, les 10 jours d'absence pour motifs impérieux.

Pour le personnel non-éducatif, hormis les directeurs et assistants sociaux, tout service presté antérieurement dans une fonction similaire à celle qu'il occupe au moment de son engagement dans une institution agréée par l'Agence peut également être assimilé qu'il l'ait été à temps plein ou à temps partiel.

On entend par fonction similaire :

- pour le personnel administratif : toutes les fonctions reprises sous cette rubrique à l'annexe 2.
- pour le personnel ouvrier : toutes les fonctions reprises sous cette rubrique à l'annexe 2.

Ces services ne sont pris en considération qu'à la condition que le membre du personnel concerné ait possédé à l'époque le diplôme requis pour l'exercice de cette fonction.

Les membres du personnel qui étaient en service avant le 1^{er} janvier 1984 dans les institutions agréées par le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés ou par l'Office de Protection de la Jeunesse, conservent au minimum le bénéfice de l'ancienneté pécuniaire qui leur a été reconnue officiellement à l'époque.

La preuve des services prestés, à fournir par les intéressés résulte des versements effectués auprès d'un organisme de sécurité sociale ou d'une caisse de pension.

Tout autre document justificatif pourra être exigé par les services compétents.

II. Nominations, promotions et changements de fonction.

§ 1^{er}. Pour tout membre du personnel nommé à un grade de direction, la rémunération ne peut être inférieure à celle afférente à la fonction à laquelle donne droit son diplôme dans le service qui l'occupe;

§ 2. Le membre du personnel promu à un autre grade, dans le même service, conserve la totalité de l'ancienneté pécuniaire qui lui a été reconnue sur la base des critères fixés au point I de la présente annexe.

De même, en cas de changement de fonction au sein de la même institution, l'ancienneté pécuniaire peut être valorisée conformément aux dispositions du point I de la présente annexe.

§ 3. Le directeur est tenu, dans les quatre ans qui suivent le premier septembre qui suit son engagement ou sa promotion, de satisfaire à la condition d'avoir réussi les formations en deux années de 150 heures « Gestion de services pour personnes handicapées » organisée par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par le Comité de Gestion de l'Agence.

III. Ne sont pas admissibles :

1) les rémunérations payées à des membres du personnel admis à la retraite, qui exercent une activité professionnelle non autorisée en vertu de la législation en matière de pension;

2) la partie des rémunérations et des charges patronales légales qui dépasse les montants pris en charge par les pouvoirs publics pour un horaire complet sans préjudice du paiement des heures supplémentaires admissibles et des prestations effectuées dans le cadre de l'enseignement de promotion sociale organisé en faveur des membres du personnel en service dans les services.

Cette disposition s'applique également au cas où une personne occupe plusieurs fonctions à temps partiel subventionnées ou à charge des pouvoirs publics.

3) les charges de personnel dont les qualifications ne correspondent pas aux titres requis repris à l'annexe 2.

IV. Aménagement de la fin de carrière.

La cotisation mensuelle versée au Fonds social « Old Timer » en application de la Convention collective de travail du 7 janvier 2003 dans les termes où elle a été conclue au sein de la Commission Paritaire 319.02 instaurant des dispositions quant à l'aménagement de la fin de carrière professionnelle dénommée « plan Tandem », est considérée comme une charge admissible.

Pour le secteur public, ce dispositif doit préalablement être reconnu par le Gouvernement comme offrant des avantages et garanties semblables à celle prévue par la Convention collective de travail précitée.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 2011 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'accompagnement en accueil de type familial pour personnes handicapées.

Namur, le 17 novembre 2011.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Annexe 7

Echelles de traitement précisées à l'annexe 8

Fonction	Catégories	Barème (n° échelle)
Directeur		25
Personnel d'accompagnement	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale	27
	Bachelier à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale	19
Personnel administratif	Educateur classe 1	18
	Master à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique.	27
	Bachelier à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique.	19
	Rédacteur	17
	Commis	4
	Comptable Cl 1	18
	Comptable Cl 2	8
Ouvrier	Copiste A3	4
	Copiste A2	17
	Ouv Cat 1	1
	Ouv Cat 3	3

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 2011 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'accompagnement en accueil de type familial pour personnes handicapées.

Namur, le 17 novembre 2011.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Annexe 8

Barèmes au 01/01/1990 pour les Services gérés par un pouvoir organisateur public

Numéros d'échelle

Anc Péc.	1	3	4	8	17	18	19	25	27
0	13.064,26	13.076,83	13.347,01	14.052,32	13.608,07	16.272,75	16.362,36	21.553,85	21.994,75
1	14.012,43	14.030,95	14.298,42	15.099,91	14.655,66	17.359,56	17.454,53	22.542,02	23.025,96
2	14.142,67	14.167,11	14.438,16	15.245,28	14.801,03	17.391,84	17.492,16	22.574,30	23.101,25
3	14.272,97	14.303,36	14.577,90	15.390,62	14.946,37	17.892,71	17.998,41	23.462,82	24.032,76
4	14.389,57	14.419,97	14.700,71	15.503,73	15.059,46	17.892,71	17.998,41	23.462,82	24.032,76
5	14.513,25	14.550,43	14.847,04	15.647,93	15.203,66	18.393,58	18.531,53	24.351,35	25.004,62
6	14.629,91	14.667,09	14.969,87	15.921,23	15.476,98	18.393,58	18.531,53	24.351,35	25.004,62
7	14.753,53	14.797,53	15.116,18	16.225,70	15.781,42	20.737,78	20.897,25	25.250,61	25.976,49
8	14.870,19	14.914,19	15.239,01	16.499,02	16.054,77	20.737,78	20.897,25	25.250,61	25.976,49
9	14.993,84	15.049,42	15.385,34	16.847,64	16.403,36	21.301,66	21.686,99	26.192,88	26.948,36
10	15.472,05	15.527,63	15.867,22	17.433,41	16.989,16	21.620,23	22.005,56	26.511,47	27.266,92
11	15.620,32	15.687,47	16.038,02	17.782,02	17.337,77	22.184,17	22.547,97	27.453,74	28.238,79
12	15.761,54	15.828,70	16.185,36	18.055,37	17.611,10	22.184,17	22.547,97	27.453,74	28.238,79
13	15.909,78	15.988,54	16.356,19	18.403,99	17.959,74	22.737,31	23.090,36	28.385,27	29.210,66
14	16.051,03	16.129,79	16.503,54	18.677,29	18.233,04	22.737,31	23.090,36	28.385,27	29.210,66
15	16.199,30	16.289,63	16.683,06	19.026,72	18.581,65	23.290,46	23.632,78	29.316,78	30.182,50
16	16.340,52	16.430,85	16.830,41	19.305,45	18.855,00	24.936,58	25.278,89	29.316,78	30.182,50
17	16.488,79	16.590,72	17.009,91	19.659,44	19.207,48	25.489,73	25.821,28	30.248,31	31.154,37
18	16.630,01	16.731,95	17.157,26	19.938,18	19.486,22	25.489,73	26.043,54	30.248,31	31.154,37
19	16.778,25	16.891,79	17.336,78	20.292,19	19.840,18	26.042,88	26.585,94	31.179,85	32.126,23
20	16.919,53	17.033,04	17.484,10	20.570,92	20.118,94	26.042,88	26.585,94	31.179,85	32.126,23
21	17.067,77	17.192,88	17.663,63	20.924,89	20.472,93	26.596,05	27.128,35	32.111,38	33.098,10
22	17.208,99	17.334,10	17.810,98	21.203,62	20.751,64	26.596,05	27.128,35	32.111,38	33.098,10
23	17.357,26	17.493,95	17.990,50	21.557,64	21.105,68	27.149,20	27.670,77	33.042,92	34.069,97
24	17.498,48	17.635,19	18.137,82	21.836,35	21.384,39	27.149,20	27.670,77	33.042,92	34.069,97
25	17.654,80	17.795,04	18.317,35	22.190,34	21.738,40	27.702,37	28.213,18	33.118,20	34.069,97
26	17.796,03	17.936,26	18.464,70	22.469,09	22.017,08	27.702,37	28.213,18	33.118,20	34.069,97
27	17.952,33	18.096,13	18.662,61	22.823,09	22.371,13	28.255,52	28.755,57	33.193,49	34.069,97
28	18.093,55	18.237,35	18.809,96	23.101,79	22.649,83	28.255,52	28.755,57	33.193,49	34.069,97
29	18.234,80	18.378,60	19.009,96	23.455,81	23.003,82	28.330,81	28.755,57	33.268,77	34.069,97
30	18.234,80	18.378,60	19.009,96	23.455,81	23.003,82	28.330,81	28.755,57	33.268,77	34.069,97
31	18.234,80	18.378,60	19.009,96	23.455,81	23.003,82	28.330,81	28.755,57	33.268,77	34.069,97

Barèmes au 01/01/1990 pour les Services gérés par un pouvoir organisateur privé

Numéros d'échelle

Anc Péc.	1	3	4	8	17	18	19	25	27
0	13.169,24	13.169,24	13.434,39	14.144,73	13.701,00	16.462,78	16.462,78	22.170,73	22.170,73
1	14.231,22	14.231,22	14.496,37	15.298,50	14.854,77	17.661,12	17.661,12	23.257,00	23.257,00
2	14.363,74	14.363,74	14.635,96	15.427,01	14.983,28	17.661,12	17.661,12	23.257,00	23.257,00
3	14.496,32	14.496,32	14.775,54	15.555,49	15.111,76	18.193,62	18.193,62	24.230,01	24.230,01
4	14.628,84	14.628,84	14.915,11	15.684,02	15.240,27	18.193,62	18.193,62	24.230,01	24.230,01
5	14.761,39	14.761,39	15.054,70	15.812,53	15.368,78	18.726,12	18.726,12	25.203,01	25.203,01
6	14.893,96	14.893,96	15.194,29	16.123,12	15.679,39	18.726,12	18.726,12	25.203,01	25.203,01
7	15.026,49	15.026,49	15.333,88	16.433,75	15.990,00	21.341,10	21.341,10	26.176,02	26.176,02
8	15.159,04	15.159,04	15.473,46	16.744,34	16.300,61	21.341,10	21.341,10	26.176,02	26.176,02

Anc Péc.	1	3	4	8	17	18	19	25	27
9	15.291,58	15.291,58	15.613,05	17.054,95	16.611,20	21.884,14	21.884,14	27.149,03	27.149,03
10	15.834,99	15.834,99	16.160,65	17.720,59	17.276,86	22.246,14	22.246,14	27.511,05	27.511,05
11	15.995,50	15.995,50	16.328,05	18.031,20	17.587,48	22.789,20	22.789,20	28.484,06	28.484,06
12	16.155,99	16.155,99	16.495,50	18.341,82	17.898,09	22.789,20	22.789,20	28.484,06	28.484,06
13	16.316,48	16.316,48	16.662,96	18.652,43	18.208,70	23.332,23	23.332,23	29.457,06	29.457,06
14	16.476,99	16.476,99	16.830,38	18.963,01	18.519,28	23.332,23	23.332,23	29.457,06	29.457,06
15	16.637,50	16.637,50	16.997,84	19.274,54	18.829,89	23.875,27	23.875,27	30.430,07	30.430,07
16	16.797,98	16.797,98	17.165,26	19.591,27	19.140,50	25.745,85	25.745,85	30.430,07	30.430,07
17	16.958,50	16.958,50	17.332,69	19.908,01	19.455,50	26.288,89	26.288,89	31.403,08	31.403,08
18	17.118,98	17.118,98	17.500,14	20.224,74	19.772,24	26.288,89	26.288,89	31.403,08	31.403,08
19	17.279,47	17.279,47	17.667,57	20.541,47	20.088,94	26.831,92	26.831,92	32.376,08	32.376,08
20	17.440,00	17.440,00	17.835,00	20.858,21	20.405,70	26.831,92	26.831,92	32.376,08	32.376,08
21	17.600,49	17.600,49	18.002,45	21.174,92	20.722,41	27.374,98	27.374,98	33.349,12	33.349,12
22	17.760,98	17.760,98	18.169,88	21.491,65	21.039,14	27.374,98	27.374,98	33.349,12	33.349,12
23	17.921,49	17.921,49	18.337,33	21.808,38	21.355,90	27.918,02	27.918,02	34.322,12	34.322,12
24	18.081,97	18.081,97	18.504,76	22.125,12	21.672,61	27.918,02	27.918,02	34.322,12	34.322,12
25	18.242,48	18.242,48	18.672,18	22.441,83	21.989,35	28.461,08	28.461,08	34.322,12	34.322,12
26	18.402,97	18.402,97	18.839,64	22.758,58	22.306,05	28.461,08	28.461,08	34.322,12	34.322,12
27	18.563,48	18.563,48	19.007,06	23.075,32	22.622,81	29.004,11	29.004,11	34.322,12	34.322,12
28	18.723,97	18.723,97	19.174,51	23.392,03	22.939,52	29.004,11	29.004,11	34.322,12	34.322,12
29	18.884,48	18.884,48	19.344,32	23.708,76	23.256,25	29.004,11	29.004,11	34.322,12	34.322,12
30	18.884,48	18.884,48	19.344,32	23.708,76	23.256,25	29.004,11	29.004,11	34.322,12	34.322,12
31	18.884,48	18.884,48	19.344,32	23.708,76	23.256,25	29.004,11	29.004,11	34.322,12	34.322,12

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 2011 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'accompagnement en accueil de type familial pour personnes handicapées.

Namur, le 17 novembre 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Annexe 9

Définition des catégories de prises en charge

Les catégories A, B, C visées à l'article 61, § 3, sont définies comme suit :

1° A : prises en charge qui ne sont pas comptées parmi les prises en charge visées aux points B, C, et visant à répondre aux besoins de personnes atteintes d'autisme, de lésion cérébrale congénitale ou acquise, de déficiences intellectuelles légères, modérées ou sévères, sensorielles ou physiques;

2° B : prise en charge visant à répondre aux besoins de personnes :

1° atteintes de déficience intellectuelle profonde;

2° atteintes d'autisme, de lésion cérébrale congénitale ou acquise, de déficience intellectuelle sévère, sensorielle ou physique et présentant trois des caractéristiques suivantes :

a) être grabataire;

b) nécessiter la présence continue et active d'une tierce personne;

c) présenter des troubles graves du comportement;

d) nécessiter l'aide d'une tierce personne pour se nourrir;

e) nécessiter chaque jour une toilette complète faite par une autre personne;

f) nécessiter l'aide d'une tierce personne pour se mouvoir en raison de troubles moteurs entraînant une absence d'autonomie motrice même lorsque la personne est appareillée;

g) souffrir d'incontinence nocturne et diurne;

h) être atteinte d'une épilepsie non stabilisée;

i) nécessiter une surveillance médicale en raison d'une affection somatique chronique grave, notamment la cardiopathie, la pneumopathie, la néphropathie, le déficit immunitaire, le trouble grave et chronique d'absorption digestive;

3° C : prise en charge visant à répondre aux besoins de personnes atteintes d'autisme, de lésion cérébrale congénitale ou acquise, de déficience physique, sensorielle, ou intellectuelle sévère ou profonde et présentant au moins quatre des critères suivants, dont un au moins figure dans l'énumération sous 1° et les trois autres dans l'énumération sous 2° :

1°

- a) être grabataire;
- b) nécessiter la présence continue et active d'une tierce personne;
- c) souffrir d'incontinence nocturne et diurne;

2°

- a) nécessiter l'aide d'une tierce personne pour se nourrir;
- b) présenter des troubles graves du comportement;
- c) nécessiter chaque jour une toilette complète faite par une autre personne;
- d) nécessiter l'aide d'une tierce personne pour se mouvoir en raison de troubles moteurs entraînant une absence d'autonomie motrice même lorsque la personne est appareillée;
- e) être atteinte d'une épilepsie non stabilisée;
- f) nécessiter une surveillance médicale en raison d'une affection somatique chronique grave notamment la cardiopathie, la pneumopathie, la néphropathie, le déficit immunitaire, le trouble grave et chronique d'absorption digestive.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 2011 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'accompagnement en accueil de type familial pour personnes handicapées.

Namur, le 17 novembre 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Annexe 10

Indicateurs de sélection des accueillants

Il s'agit de dimensions à investiguer dans le but de dégager un profil des accueillants et de cerner leurs ressources potentielles. Ces dimensions permettent de définir un projet d'accueil de l'accueillant et de le mettre en corrélation avec le projet de vie d'une personne.

- Conditions essentielles
 - o Acceptation du cadre de travail : AWIPH
 - o Reconnaître l'existence et les droits de la famille d'origine
 - o Accepter de coopérer avec le service
 - o Acceptation du projet par tous les membres de la cellule d'accueil
- Disponibilité
 - o Mobilité
 - o Temps par rapport au projet
 - o Accessibilité
- Environnement
 - o Habitat
 - o Réseau social
 - o Ressources
 - o Ambiance/Climat de vie
 - o Sécurité
 - o Hygiène
- Santé mentale et physique
 - o Certificat médical
- Compétences relationnelles
 - o Bienveillance
 - o Motivation
 - o Collaboration/écoute
 - o Dialogue/ouverture
 - o Empathie
 - o Réciprocité
 - o Communication
 - o Capacité à s'adapter au changement
 - o Gestion du stress

- Culture familiale
 - o Culture
 - o Valeurs
 - o Tolérance
 - o Honnêteté
 - o Respect de la confidentialité
 - o Respect de l'intimité de la personne
- Compétences éducatives
 - o Structuration
 - o Capacité à cadrer
 - o Capacité à favoriser l'émancipation
 - o Acquérir de nouvelles connaissances, s'informer
 - o Cohérence

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 2011 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'accompagnement en accueil de type familial pour personnes handicapées.

Namur, le 17 novembre 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 3195

[C – 2011/27214]

17 NOVEMBER 2011. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde begeleidingsdiensten inzake gezinsopvang

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, artikelen 24, 26 en 30;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 december 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 december 2010;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 24 februari 2011;

Gelet op het advies van de « Commission wallonne de la personne handicapée » (Waalse commissie voor gehandicapte personen), gegeven op 10 februari 2011;

Gelet op het advies 49.839/2/V van de Raad van State, gegeven op 26 juli 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o decreet : het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

2^o besluit van 4 juli 1996 : het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

3^o besluit van 9 oktober 1997 : het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen;

4^o wet van 19 december 1974 : de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

5^o Minister : de Minister bevoegd voor het Gehandicaptenbeleid;

6^o Agentschap : het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen);

7^o Gewestelijk bureau : het bureau opgericht krachtens artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996;

8^o Beheerscomité : het Beheerscomité van het Agentschap, ingesteld krachtens artikel 31 van het decreet;

9^o persoon : elke gehandicapte persoon, zoals bepaald bij artikel 2 van het decreet, voor wie besloten wordt tot de noodzakelijke begeleiding door een begeleidingdienst inzake gezinsopvang;

10^o dienst : begeleidingdienst inzake gezinsopvang;

11^o interveniënt : de werknemer van de dienst die tussenkomt in het proces tot begeleiding van de persoon;

12° opvangpersoon : een persoon die thuis één of meer personen (maximum 4) opvangt volgens huisvestingsformules die hen een familiale levenssfeer bezorgen;

13° administratieve entiteit : entiteit bestaande uit verschillende door het Agentschap erkende diensten die afhankelijk zijn van dezelfde inrichtende macht en beheerd worden door een gemeenschappelijke algemene directie die instaat voor het dagelijkse beheer van al die diensten, zowel op administratief en financieel vlak als inzake personeelsaangelegenheden;

14° tewerkstellingskadaster : personeelslijst opgemaakt door de dienst aan het einde van elk jaar naar een door het Agentschap opgesteld model;

15° algemene diensten : de diensten die voor de gezamenlijke bevolking bestemd zijn en in het kader van hun dienstverstrekingen aan de behoeften van de begeleide personen kunnen voldoen;

16° netwerk : afgezien van het gezin van de gehandicapte persoon, omvat het netwerk de naasten en vrienden, alsook de algemene of gespecialiseerde diensten waarop de persoon een beroep doet (o.a. gezinshulp, huisarts, bedrijf voor aangepast werk).

TITEL II. — Opdrachten van de diensten — Opdrachten en accreditatie van de opvangpersonen

HOOFDSTUK I. — *Opdrachten van de diensten*

Art. 3. De diensten vervullen de volgende opdrachten :

1° ze zoeken naar opvangpersonen en staan in voor hun evaluatie en accreditatie;

2° aan de gehandicapte personen stellen ze de opvangpersoon voor die het best aan hun verwachtingen en behoeften beantwoordt, en aan de opvangpersonen de persoon die het best in hun opvangproject kadert; ze zorgen ervoor dat de behoeften van de persoon stroken met het opvangproject;

3° ze werken een opvangproject uit in samenwerking met de betrokken opvangpersonen, de persoon en het netwerk;

4° ze begeleiden, informeren en steunen de opvangpersonen in hun opdracht;

5° ze verlenen de persoon een geïndividualiseerde begeleiding vanaf de uitwerking van het opvangproject;

6° ze evalueren de adequatie tussen het inspelen op de behoeften van de personen en de opvangvoorwaarden;

7° ze bevorderen en steunen de dynamiek van de kwaliteit van de diensten die door de opvangpersonen aangeboden worden;

8° ze vergemakkelijken het behoud en de ondersteuning van de banden tussen de persoon en zijn oorspronkelijk gezin;

9° ze vergewissen zich ervan dat de gepaste stelsels tot stand gebracht worden met het oog op de bescherming van de goederen van de persoon;

10° ze coördineren de partnerdiensten van het levensproject van de persoon.

HOOFDSTUK II. — *Rol van de dienst bij het accrediteren van de opvangpersonen*

Art. 4. De dienst :

1° verstrekt de opvangpersoon informatie i.v.m. de verwachtingen en doelstellingen van de dienst;

2° verstrekt de opvangpersoon informatie over de beginselen en waarden vervat in het decreet, de overeenkomst van de VN over de Rechten van gehandicapte personen en de Europese richtlijnen inzake de integratie en ondersteuning van de gehandicapte personen;

3° verzoekt om administratieve en psycho-sociale gegevens om de selectie van de opvangpersoon te rechtvaardigen;

4° beoordeelt de veiligheids-, hygiëne- en confortvoorwaarden van de gezinswoningen;

5° identificeert de voornaamste krachten en behoeften van de opvangpersonen;

6° maakt een evaluatie op grond waarvan besloten wordt de accreditatie toe te kennen of te weigeren. Die beslissing, genomen door de dienst en gegrond op de voorwaarden vermeld in de artikelen 5 en 6, wordt meegedeeld binnen de maand die op de laatste evaluatie volgt. De accreditatie wordt voor onbepaalde duur toegekend. Ze wordt evenwel ingetrokken als de opvangpersoon niet meer voldoet aan één van de voorwaarden die in de artikelen 5 en 6 vastliggen.

HOOFDSTUK III. — *Opdrachten van de opvangpersonen*

Art. 5. De opvangpersonen moeten :

1° de persoon begeleiden, in zijn dagelijkse leven helpen, een woning bezorgen, waarbij met de steun van de dienst de doelstellingen van het opvangproject nagestreefd moeten worden;

2° de persoon diensten verstrekken in overeenkomst met de gezinscultuur van de opvangpersoon;

3° bereikbaar zijn voor de dienst.

HOOFDSTUK IV. — *Accreditatie van de opvangpersonen*

Art. 6. De opvangpersonen voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° minstens 21 jaar oud zijn;

2° niet samenwonen met de persoon, noch zijn bloed- of aanverwant in de eerste graad zijn;

3° beschikken over een uittreksel uit het strafregister (model 1), opgemaakt overeenkomstig de ministeriële omzendbrief nr. 905 van 2 februari 2007 betreffende de afgifte van een uittreksel uit het strafregister, vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar zijn met het ambt of tot criminele straffen;

4° de nodige voorwaarden inzake tijd en lokalen bieden bij de begeleiding van de personen;

5° actief en openlijk deelnemen aan de gesprekken met de dienst;

- 6° samenwerken met de algemene diensten en instellingen om het begeleidingsproject optimaal uit te voeren;
- 7° elke verzekering aangaan die nodig is om de opvangactiviteit te dekken;
- 8° de in artikel 19 bedoelde opvangovereenkomst ondertekenen;
- 9° positief beoordeeld worden door de dienst op basis van de criteria bedoeld in bijlage 10.

TITEL III. — Erkenning van de diensten

HOOFDSTUK I. — *Erkenningsaanvraag*

Art. 7. De erkenningsaanvraag wordt per post aan het Agentschap gericht. Ze gaat vergezeld van de volgende documenten en gegevens :

- 1° het project van de dienst, alsmede de wijze waarop de individuele projecten uitgewerkt en opgevolgd worden;
- 2° de identiteit van de directeur van de dienst, zijn uittreksel uit het strafregister van minder dan drie maanden geleden (model 1), opgemaakt overeenkomstig de ministeriële omzendbrief nr. 905 van 2 februari 2007 betreffende de afgifte van een uittreksel uit het strafregister, vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar zijn met het ambt of tot criminele straffen, alsook de geschreven delegatie van bevoegdheden van de inrichtende macht bedoeld in artikel 29, § 1, 2°;
- 3° de identiteit van de bestuurders, alsook hun uittreksel uit het strafregister van minder dan drie maanden geleden, vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar zijn met het ambt;
- 4° de identiteit van de leden van de algemene vergadering;
- 5° een afschrift van de diploma's en getuigschriften van de directeur, alsmede het bewijs van nuttige ervaring bedoeld in bijlage 2;
- 6° als de dienst in de vorm van een VZW of stichting is opgericht, een afschrift van de gecoördineerde statuten;
- 7° het inschrijvingsnummer van de dienst bij de RSZ of bij de RDSZPPO en, voor de VZW's, het ondernemingsnummer;
- 8° in geval van omvorming, het advies, voor de particuliere sector, van de ondernemingsraad of van de bevoegde vakbondsafvaardiging of, voor de overheidssector, van het onderhandelings- of overlegcomité opgericht krachtens de wet van 19 december 1974 of van de representatieve werknemersorganisaties.

Art. 8. Het Agentschap richt binnen dertig dagen na de verzending van de erkenningsaanvraag een bericht van ontvangst van het dossier aan de aanvrager indien het volledig is. Als het dossier onvolledig is, brengt het Agentschap de aanvrager volgens dezelfde procedure op de hoogte en wijst het hem tegelijkertijd op de ontbrekende stukken.

Het Agentschap behandelt het dossier en het beheerscomité beslist binnen een termijn van zes maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van het volledige dossier betreffende de erkenningsaanvraag.

HOOFDSTUK II. — *Beslissing tot erkenning*

Art. 9. De beslissing van het Agentschap vermeldt :

- 1° de begindatum van de erkenning;
- 2° het minimumaantal individuele dossiers dat beheerd moet worden over een periode van één jaar, met name tussen 1 januari en 31 december.

De beslissing wordt per post aan de aanvrager medegedeeld.

HOOFDSTUK III. — *Bepaling van het aantal individuele dossiers*

Art. 10. Het minimumaantal te begeleiden dossiers wordt berekend door het theoretische aantal voltijdsequivalenten dat voor begeleidingsopdrachten (ETPa) aangesteld is met 10 te vermenigvuldigen. Het aldus verkregen aantal dossiers wordt naar de hogere eenheid afgerond.

Art. 11. § 1. Het theoretische aantal voltijdsequivalenten dat voor begeleidingstaken aangesteld is (ETPa) wordt verkregen door het in bijlage 3 bedoelde quotum voltijdse equivalenten personeelsleden buiten interventie (ETPhi) van het totaal aantal theoretische voltijdsequivalenten (ETPt) af te trekken.

§ 2. Het theoretische totaal aantal voltijdsequivalenten (ETPt) wordt verkregen na opdeling van 85 % van de verleende toelage door de referentieschaal bij de gemiddelde anciënniteit van het personeel dat voor de dienst is aangesteld. Die schaal, bedoeld in bijlage 4, wordt verhoogd met een coëfficiënt werkgeverslasten van 51,89 % voor diensten georganiseerd door een private inrichtende macht en van 43,62 % voor diensten georganiseerd door een openbare inrichtende macht.

§ 3. Voor de bestaande diensten wordt de gemiddelde anciënniteit berekend op basis van het laatste tewerkstellingskadaster waarover het Agentschap beschikt en voor de nieuwe diensten op basis van een naamlijst van het voorziene personeel. De gemiddelde anciënniteit wordt door het Agentschap bepaald op basis van bewijsstukken.

Art. 12. Het Agentschap bepaalt het minimumaantal dossiers dat jaarlijks ten laste genomen moet worden door een dienst die na de bekendmaking van dit besluit erkend zou worden.

Art. 13. § 1. Als het gemiddeld aantal individuele dossiers, afgerond naar de hogere eenheid, na afloop van een eerste waarnemingsperiode van twee volle kalenderjaren volgend op het jaar van bekendmaking van dit besluit of van de erkenning van een nieuwe dienst, lager is dan het aantal bedoeld in artikel 9, worden het theoretische aantal voltijdse equivalenten en het minimumaantal dossiers verhoudingsgewijs verminderd.

§ 2. De volgende waarnemingsperiodes duren drie jaar.

§ 3. De vermindering vindt plaats één jaar na de waarnemingsperiode.

Art. 14. Het gemiddeld aantal dossiers wordt verkregen na optelling van het aantal dossiers in behandeling tijdens elk jaar van de waarnemingsperiode, gedeeld door het aantal jaren van diezelfde waarnemingsperiode.

TITEL IV. — Erkenningsvoorwaarden en controle

HOOFDSTUK I. — Erkenningsvoorwaarden

Afdeling 1. — Algemene beginselen van de werking van de diensten

Art. 15. Tijdens de duur van het project begeleiden de diensten de personen, de opvangpersonen en het netwerk met inachtneming van de beginselen vermeld in artikel 4 van het decreet en in artikel 4.

Art. 16. De begeleiding inzake gezinsopvang houdt rekening met de volgende beginselen :

1° bij particuliere toestanden en/of aanvragen van de persoon en/of diens omgeving, met hem en de opvangpersonen een project uitwerken i.v.m. de sociaal-culturele omgeving van de betrokkenen, met inachtneming van zijn ideologische, filosofische of godsdienstige inzichten;

2° levenskwaliteit wordt nagestreefd naar gelang van het ritme van elke persoon;

3° het uitoefenen van rechten en plichten in verband met het burgerschap bevorderen. Ze stelt de persoon in staat om keuzemogelijkheden uit te bouwen of te herstellen i.v.m. zijn welzijn en zijn relaties met anderman in het woningcomplex;

4° er wordt in netwerk en partnerschap gewerkt en de interne en externe coördinatievormen worden versterkt via een transversale benadering van de door de persoon ondervonden problemen;

5° binnen de gemeenschap wordt anders over de handicap nagedacht met het oog op de inschakeling van haar hulpbronnen en een begin van reflectie over nieuwe samenlevingsvormen;

6° er wordt telkens nagegaan of de algemene diensten kunnen bijdragen tot het tot stand komen van het project;

7° het begrip « thuis » moet een concrete vorm aannemen binnen de woningen voor gezinsopvang;

8° het genereren, formuleren en uitwerken van collectieve oplossingen voor individuele behoeften.

Afdeling 2. — Project van de dienst

Art. 17. § 1. Het project van de dienst wordt uitgewerkt op basis van het patroon bedoeld in bijlage 1. Daarbij wordt de interventieploeg tot samenwerking aangezet. Het project wordt voorgelegd :

1° voor de diensten beheerd door een privé-inrichtende macht : aan de ondernemingsraad of, bij gebreke daarvan, aan de vakbondsafvaardiging;

2° voor de diensten beheerd door een openbare inrichtende macht : aan het onderhandelings- of overlegcomité of, bij gebreke daarvan, aan de representatieve werknemersorganisaties.

§ 2. Dat project wordt minstens om de vijf jaar bijgewerkt.

§ 3. De dienst evalueert zijn activiteit minstens één keer per jaar.

§ 4. Alle interveniënten worden in kennis gesteld van het project, de bijwerkingen ervan en het jaarlijkse evaluatierapport over de activiteit van de dienst en kunnen daar steeds inzage van nemen.

Art. 18. De dienst wendt de middelen aan die bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen van zijn project.

Afdeling 3. — Opvangovereenkomst

Art. 19. Er wordt een geschreven opvangovereenkomst gesloten tussen de dienst, de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger en de opvangpersoon.

Art. 20. De opvangovereenkomst bevat hoe dan ook de volgende gegevens :

1° de identiteit van de partijen;

2° de algemene doelstellingen van het opvangproject;

3° de bevestiging dat het begeleidingsproject inzake gezinsopvang uitgewerkt wordt in partnerschap met de verschillende actoren (de persoon, desgevallend zijn wettelijke vertegenwoordiger, de dienst, de opvangpersoon) en dat de persoon en, desgevallend, zijn wettelijke vertegenwoordiger uitgenodigd zal worden om deel te nemen aan het evaluatieproces;

4° de begindatum van de overeenkomst;

5° het bedrag van de financiële tegemoetkoming van de persoon;

6° de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die instaat voor de betaling en voor de wijze waarop de betaling wordt geregeld;

7° de modaliteiten voor de opzegging van de overeenkomst;

8° het adres van het Agentschap waar klachten en bezwaren naartoe gestuurd kunnen worden.

Art. 21. De persoon, zijn gezin, de opvangpersoon en, desgevallend, zijn wettelijke vertegenwoordiger hebben het recht om te gelegener tijd ingelicht te worden over elk vraagstuk betreffende het opvangproject.

Afdeling 4. — Begeleidingsproject inzake gezinsopvang

Art. 22. Het begeleidingsproject inzake gezinsopvang wordt uitgewerkt binnen drie maanden, te rekenen van de datum van opvang van de persoon en omvat minstens de volgende elementen :

1° een informatief luik betreffende de persoon en zijn vragen;

2° een evaluatief luik met :

a) de wijze waarop het begeleidingsproces inzake gezinsopvang zal verlopen, rekening houdend met de vraag en de geïdentificeerde behoeften;

b) desgevallend, de algemene diensten die om samenwerking zullen worden verzocht;

3° een evaluatief luik betreffende de vragen en de actualisering van het begeleidingsproces inzake gezinsopvang.

Art. 23. Het begeleidingsproces inzake gezinsopvang wordt ondertekend door de dienst en de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger.

Het maakt dan noodzakelijk deel uit van de opvangovereenkomst en gaat bij het dossier dat voor elke persoon door de dienst wordt bijgehouden.

Afdeling 5. — Agenda van de dienst

Art. 24. De dienst houdt een gecentraliseerde agenda van de dagelijkse activiteiten van de teamleden van de dienst die instaan voor de opvolging van de persoon bij de opvangpersoon.

Afdeling 6. — Kwalificaties van het personeel

Art. 25. § 1. Het personeel van de dienst moet voldoen aan de kwalificatienormen bedoeld in bijlage 2.

§ 2. De dienst legt de afschriften van de diploma's, getuigschriften en attesten van de personeelsleden ter inzage van het Agentschap.

§ 3. De personeelsleden leggen voor hun indienstneming een uittreksel uit het strafregister (model 1) over dat is opgemaakt overeenkomstig de ministeriële omzendbrief nr. 905 van 2 februari 2007 betreffende de afgifte van een uittreksel uit het strafregister, vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar zijn met het ambt of tot criminele straffen.

Afdeling 7. — Personeelsvorming

Art. 26. § 1. Op grond van het project bedoeld in artikel 17 stelt de dienst een vormingsprogramma voor het personeel op voor minimum twee jaar.

Dat plan, opgemaakt na een debat tussen de betrokken actoren :

1° bepaalt de nagestreefde doelstellingen;

2° beschrijft de banden tussen de globale omgeving van de dienst, de dynamiek van het project van de dienst en de ontwikkeling van de vaardigheden van het personeel;

3° definieert de evaluatiecriteria, -modaliteiten en -periodiciteit voor die drie aspecten;

4° identificeert de permanente vormingsactiviteiten van minstens twee dagen per jaar waaraan de directeurs moeten deelnemen.

§ 2. Wat betreft het personeel van de diensten die onder de plaatselijke besturen en de provincies ressorteren, ligt het in het eerste lid bedoelde vormingsprogramma in de lijn van het vormingsprogramma dat werd uitgewerkt op initiatief van de gewestelijke vormingsraad, ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999 tot oprichting van de gewestelijke vormingsraad voor de personeelsleden van de plaatselijke en provinciale besturen van Wallonië.

Afdeling 8. — Rechtspersoon

Art. 27. De dienst wordt beheerd door een overheid of een instelling van openbaar nut, of door een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting.

Art. 28. Wanneer de rechtspersoon in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk of stichting opgericht is :

1° mag deze voor meer dan 1/5 van zijn leden niet samengesteld zijn uit personeelsleden of opvangpersonen, noch uit personen die met hen aanverwant zijn tot de derde graad;

2° mag de Raad van bestuur, om elk belangenconflict en elke bron van bevoegdheidsconflict te voorkomen, niet bestaan uit personen van hetzelfde gezin, echtgenoten, wettelijke samenwonenden en bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad, waarvan het aantal voor elk gezin hoger is dan een derde van het totaal aantal leden van de Raad van bestuur, noch uit personen die deel uitmaken van het personeel van de dienst.

Afdeling 9. — Beheer van de dienst

Art. 29. § 1. De dienst vervult de volgende voorwaarden :

1° hij is autonoom op technisch, budgettair en boekhoudkundig vlak en beschikt over een administratief beheer van dien aard dat hij zijn opdracht kan uitvoeren en dat het Agentschap daarop controle kan uitoefenen; De technische, budgettaire en boekhoudkundige autonomie kan eventueel via de organisatie van een administratieve entiteit verkregen worden. Die entiteit staat in voor het dagelijkse beheer van al die diensten, zowel op administratief en financieel vlak als inzake personeelsaangelegenheden;

2° onder de leiding staan van een directeur, natuurlijke persoon bezoldigd voor die functie en bevoegd om, overeenkomstig een geschreven overdracht van bevoegdheid door de inrichtende macht en onder haar verantwoordelijkheid of die van de directeur-generaal van de administratieve entiteit, het dagelijkse beheer van de dienst waar te nemen hoe dan ook wat betreft :

a) de tenuitvoerlegging en opvolging van het dienstproject;

b) het personeelsbeheer;

c) het financieel beheer;

d) de toepassing van de geldende regelgevingen;

e) de vertegenwoordiging van de dienst in zijn relaties met het Agentschap.

§ 2. De directeur is bovendien in staat om de effectieve directie van de dienst constant waar te nemen. Als hij afwezig is, moet een daartoe afgevaardigd personeelslid in staat zijn om de nodige maatregelen te treffen in geval van dringende noodzakelijkheid en om op zowel interne als externe aanvragen in te spelen.

§ 3. In geval van verzuim of onregelmaat in de uitvoering van de aan de directeur toegewezen opdracht, verzoekt het Agentschap de inrichtende macht in een schrijven om de nodige maatregelen te treffen binnen de termijn die het bepaalt.

Als de maatregelen niet zijn genomen na afloop van die termijn, wendt het Agentschap zich tot het Beheerscomité, dat zich overeenkomstig artikel 58 van het besluit van 4 juli 1996 uitspreekt.

§ 4. Het dagelijkse beheer houdt het volgende in :

- de effectieve bevoegdheid om dagelijks bevelen en richtlijnen te geven aan het personeel, met inbegrip van de administratieve pool die gemeenschappelijk is aan die diensten;

- kunnen beschikken over de nodige middelen om de financiële lasten betreffende de dagelijkse werking van de betrokken diensten te kunnen dragen;

- desgevallend, de verschillende directies binnen de entiteit coördineren.

De leiding over dat geheel van door het Agentschap erkende en gesubsidieerde diensten moet voltijds waargenomen worden en als dusdanig vastgelegd worden in de arbeidsovereenkomst of in het benoemingsbesluit.

De bij de hergroepering betrokken diensten zijn gevestigd op een redelijke afstand van de plaats waar de hoofdzetel van de directie gevestigd is en waar de administratieve gegevens die voor het dagelijkse beheer nodig zijn geconcentreerd worden.

Afdeling 10. — Administratief en boekhoudkundig beheer

Art. 30. De dienst legt op verzoek van het Agentschap alle bewijsstukken over die vereist worden voor de uitoefening van zijn controle, o.a. de sociale balans zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 4 augustus 96 betreffende de sociale balans, de jaarrekeningen, de nodige stukken voor de berekening van de verschillende toelagen, het tewerkstellingskadaster en het vormingsprogramma bedoeld in artikel 26.

Art. 31. De dienst vermeldt de referentie van de door het Agentschap verleende erkenning op alle akten en overige stukken, publiciteitsfolders en aanplakkingen die van hem uitgaan.

Art. 32. Onverminderd de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen, worden de opschriften en nummers van voor de activiteit van de diensten geschikte rekeningen door het Agentschap aan de diensten overgemaakt.

Art. 33. De toelagen die door de overheden of door die overheden gesubsidieerde instellingen aan de diensten gestort worden, worden afgetrokken van de overeenstemmende lasten die op geldige wijze voor het boekjaar toegerekend worden. Er wordt slechts rekening gehouden met genoemde toelagen voor zover ze verleend worden ter dekking van de uitgaven die in aanmerking genomen worden voor de berekening van de toelage.

Art. 34. De beginbalans van elke dienst wordt aan het Agentschap voorgelegd binnen zes maanden na de bekendmaking van het uittreksel uit hun erkenningsbesluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 35. § 1. De jaarrekeningen van elke dienst worden aan het Agentschap overgemaakt uiterlijk 31 mei van het jaar na het boekjaar, samen met het rapport van een bedrijfsrevisor, wiens opdracht erin bestaat de rekeningen te certificeren en, in voorkomend geval, recht te zetten.

§ 2. Die rekeningen gaan ook vergezeld van de geconsolideerde jaarrekeningen van de juridische entiteit waarvan de dienst deel uitmaakt of waarmee hij via één enkele directie verbonden is. De diensten worden verondersteld op onweerlegbare wijze onder één enkele directie te staan :

1° wanneer hun bestuursorgaan voor de meerderheid uit dezelfde personen samengesteld is;

2° wanneer de enige directie van die diensten resulteert uit overeenkomsten gesloten tussen die VZW's of uit statutaire clausules;

3° wanneer hun beslissingsorgaan voor de meerderheid uit dezelfde personen samengesteld is.

§ 3. Behoudens tegenbewijs, worden de entiteiten waarvan de maatschappelijke of bedrijfszetel op hetzelfde adres gevestigd is, alsmede de entiteiten die op duurzame en significante wijze rechtstreeks of onrechtstreeks verbonden zijn inzake administratieve of financiële bijstand, logistiek, personeel of infrastructuur, ook verondersteld gebonden entiteiten te vormen.

§ 4. Het boekjaar stemt overeen met het kalenderjaar.

Art. 36. Als diensten worden verstrekt door een juridisch onderscheiden vereniging die evenwel met de dienst verbonden is via een unieke directie in de zin van artikel 35, § 2, vermelden de dienstverstrekkers hun aanwezigheid in het personeelsregister.

Art. 37. De dienst kan bewijzen dat hij aan alle fiscale en sociale verplichtingen voldaan heeft.

Afdeling 11. — Verzekeringen

Art. 38. Voor elke begeleiding sluit de opvangpersoon een polisverzekering ter dekking van zijn burgerlijke aansprakelijkheid of ter dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid van de personen jegens wie hij instaat voor alle schade die aan een persoon toegebracht wordt of door deze laatste veroorzaakt wordt.

Afdeling 12. — Verplichtingen betreffende de gebouwen en installaties

Art. 39. De gebouwen en installaties, zowel die van de dienst als degene die door de opvangpersonen ter beschikking van de personen gesteld worden, vertonen toegankelijkheidsvoorwaarden i.v.m. de handicap van de personen.

Afdeling 13. — Evaluatie van de diensten

Art. 40. Onverminderd artikel 57 van het decreet, moeten de diensten, opdat het Agentschap kan nagaan of de erkenningsvoorwaarden in acht genomen worden, hem om de vijf jaar de volgende stukken overleggen :

1° het project van de dienst, alsmede de wijze waarop de individuele projecten uitgewerkt en opgevolgd worden;

2° het uittreksel uit het strafregister (model 1) van de directeur, van minder dan drie maanden geleden, opgemaakt overeenkomstig de ministeriële omzendbrief nr. 905 van 2 februari 2007 betreffende de afgifte van een uittreksel uit het strafregister, vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar zijn met het ambt of tot criminele straffen;

3° in geval van wijziging van directie, een afschrift van de diploma's en getuigschriften van de directeur, alsmede het bewijs van nuttige ervaring bedoeld in bijlage 2;

4° de lijst van de leden van de algemene vergadering;

5° de lijst van de leden van de Bestuursraad.

HOOFDSTUK II. — Controle

Art. 41. De opdracht van de inspectiediensten bestaat erin na te gaan of de erkenningsvoorwaarden en -normen nageleefd worden. Ze evalueren regelmatig de tenuitvoerlegging van de projecten van diensten. Daartoe evalueren ze in samenwerking met de diensten de werkmethodes, de kwaliteit van de diensten, de dienstverstrekkingen en het tot stand brengen van de begeleidingsprojecten. Ze gaan na of die begeleidingsprojecten bestaan en bijgewerkt worden.

De inspectiediensten zien toe op de inachtneming van de voorschriften inzake toekenning en aanwending van toelagen en inzake boekhoudkundige verplichtingen.

Art. 42. De inspectiediensten vervullen bovendien een adviesfunctie t.o.v. de diensten en de interveniëntenploegen.

De positieve of negatieve opmerkingen en conclusies van de verschillende inspecties worden overgemaakt aan de inrichtende machten en aan de directies. Vandaar worden ze doorgestuurd naar de ondernemingsraad en/of de vakbondsafvaardiging of het onderhandelings- en overlegcomité.

TITEL V. — Beleid inzake de toelating van de personen

Art. 43. § 1. Om in aanmerking te komen voor een gezinsopvang en voor een dienstbegeleiding moet de persoon in het bezit zijn van :

1° of de beslissing tot tussenkomst van het Agentschap bedoeld in artikel 21 van het decreet waarbij tot de noodzaak van een gezinsopvang besloten wordt;

2° of de voorlopige beslissing bedoeld in artikel 15 van het besluit van 4 juli 1996;

3° of de beslissing van een bevoegde instelling van een andere deelstaat die krachtens een samenwerkingsakkoord uitwerking kan hebben op het grondgebied van het Franstalige taalgebied.

§ 2. Als de dienst zich niet kan beroepen op één van de beslissingen bedoeld in § 1 en in afwachting van één van die beslissingen, mag hij tijdelijk een persoon toelaten die al een individuele aanvraag tot tussenkomst bij het Agentschap heeft ingediend met het oog op een opname in een begeleidingsdienst inzake gezinsopvang, in een dagopvangdienst of in een residentiële dienst overeenkomstig artikel 6 van het besluit van 4 juli 1996.

Bij die aanvraag wordt minstens één van de volgende stukken gevoegd :

1° een door een andere administratie afgegeven document op grond waarvan het bestaan van een handicap wordt bevestigd;

b) een beslissing die eerder door een provinciegouverneur is genomen op voorwaarde dat de dienst erkend is om het type handicap van de persoon ten laste te nemen;

c) een attest opgemaakt door een multidisciplinaire ploeg van een erkend centrum bedoeld in artikel 39 van het besluit van de Waamse Regering van 4 juli 1996.

De persoon beschikt over een termijn van drie maanden om de nodige multidisciplinaire gegevens te verstrekken.

De overlegging van één van de drie documenten bedoeld in het tweede lid loopt niet vooruit op de beslissing van het Agentschap.

Art. 44. Het dossier van een persoon is het voorwerp van de boekhouding bedoeld in artikel 10 op de datum van opname van die persoon in het opvanggezin.

Op dezelfde datum komt de opvangpersoon in aanmerking voor de opvangvergoedingen bedoeld in Titel VII.

Om in aanmerking te komen voor die boekhouding en opvangvergoedingen richt de dienst binnen drie dagen na de opname van de persoon in het opvanggezin een opvangbericht aan het bevoegde gewestelijk bureau van het Agentschap.

De diensten beschikken over dezelfde termijn om de berichten m.b.t. het einde van de opvang mede te delen.

Art. 45. Voor elke toegelaten persoon beperkt de tussenkomst van het Agentschap zich tot de financiering van de dienst en van de opvangpersoon.

De persoon mag evenwel vragen dat de financieringen bedoeld in het eerste lid gecumuleerd worden met degene die resulteren uit :

1° zijn tenlasteneming door een dagopvangdienst of een bedrijf voor aangepast werk of een centrum voor beroepsopleiding;

2° zijn tenlasteneming voor kort verblijf;

3° een tegemoetkoming i.v.m. de inrichting van de woonplaats of uit een individuele hulpverlening.

Het Agentschap staat de cumulatie toe met een tenlasteneming in een residentiële dienst voor jongeren opdat de persoon tijdens weekends, feestdagen en verlofperiodes in een gezin opgevangen kan worden. Het bedrag van de tegemoetkoming van het Agentschap, bedoeld in artikel 60, § 2, wordt voor de helft door de residentiële dienst voor jongeren betaald.

Het Agentschap kan ook de cumulatie toelaten met een tenlasteneming of een begeleiding door een andere structuur op grond van een bijzonder individueel project.

TITEL VI. — Subsidiëring**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

Art. 46. Binnen de perken van de budgettaire kredieten ontvangen de diensten :

- een jaarlijkse toelage;
- een toeslag wegens geldelijke anciënniteit;
- een bijzondere toelage om de bepalingen van het driedelige raamakkoord voor de Waalse privé non-profitsector te vereffenen.

Het totaalbedrag van de toelagen dat voortvloeit uit de bepalingen van dit besluit wordt verminderd met de tegenwaarde van het bedrag dat eventueel gestort wordt door het Teverkstellingsfonds aan het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering als compensatie voor de subsidiëring van de vergoeding bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 22 september 1989 tot bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

HOOFDSTUK II. — Jaarlijkse toelage

Art. 47. De jaarlijkse toelage dient ter dekking van :

- 1° de werkingslasten;
- 2° de lasten van het niet-educatieve en educatieve personeel waarvan de kwalificaties beantwoorden aan de vereiste titels bedoeld in bijlage 2.

Minstens 85 % van de jaarlijkse toelage dient om personeelslasten te dekken.

Art. 48. Op grond van de programmering bepaald door de Waalse Regering in artikel 66 bepaalt het beheerscomité het bedrag van de toelage van de nieuwe diensten die het erkent, overeenkomstig de artikelen 10 tot 14 en 66.

Art. 49. Voor de diensten die erkend zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, worden de bedragen van hun jaarlijkse toelage voor het lopende boekjaar gehandhaafd.

Art. 50. De jaarlijkse toelage wordt tijdens het bestemmingsjaar voortijdig vereffend bij maandelijkse afbetalingen.

De maandelijkse afbetalingen worden automatisch aangepast tijdens de tweede maand na de overschrijding van de basisindex die als referentie dient voor de indexering van de lonen in het openbaar ambt.

HOOFDSTUK III. — Toeslag wegens geldelijke anciënniteit

Art. 51. § 1. Een toelagetoeslag wordt verleend aan de diensten waarvan het gezamenlijke personeel aan het einde van het bestemmingsjaar een gemiddelde geldelijke anciënniteit heeft die hoger is dan die bedoeld in artikel 11, § 3.

§ 2. De dienst bezorgt het Agentschap aan het einde van elk bestemmingsjaar uiterlijk 31 maart een lijst van het personeel dat het gedurende dat jaar in dienst genomen en bezoldigd heeft. Die lijst wordt opgesteld overeenkomstig een model dat door het Agentschap bepaald wordt.

De voor elk personeelslid in aanmerking te nemen geldelijke anciënniteit is die waarop het recht heeft op 31 december van het boekjaar dat het voorwerp is van de toelage, gewogen met het volume van de bezoldigde dienstverstrekingen. Voor de personeelsleden die de dienst vóór die datum verlaten hebben, is de in aanmerking te nemen geldelijke anciënniteit die waarop zij recht hebben op de uittredingsdatum, gewogen met het volume van de bezoldigde dienstverstrekingen.

Om de gemiddelde geldelijke anciënniteit te bepalen, wordt het totaal van de gewogen anciënniteiten gedeeld door het totaal van de volumes van de bezoldigde dienstverstrekingen. Het resultaat van de deling wordt vervolgens verminderd met een half jaar anciënniteit.

§ 3. De toeslag wordt toegekend naar rata van het theoretische aantal voltijdse equivalenten (ETPt), vermenigvuldigd met het verschil tussen de referentielooschaal bedoeld in artikel 4 bij de vastgestelde anciënniteit en diezelfde loonschaal bij de gemiddelde anciënniteit van het personeel aangesteld bij de dienst na de eerste erkenning op grond van deze bepalingen.

Art. 52. Als de toeslag voor de eerste keer wordt toegekend, wordt hij automatisch voor het volgende jaar betaald.

Na afloop ervan verifieert het Agentschap de gemiddelde anciënniteit van het personeel.

Als de anciënniteit kleiner of hoger is dan degene die als basis heeft gediend voor de toekenning van de toeslag, wordt hij aangepast.

HOOFDSTUK IV. — Bijzondere toelage om de bepalingen van het driedelige raamakkoord voor de Waalse privé non-profitsector te vereffenen

Art. 53. Een toelagetoeslag wordt verleend aan de diensten voor de financiering van de compensatiebanen i.v.m. de toekenning van drie bijkomende jaarlijkse verlofdagen voor hun personeel. Overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profit sector wordt een bijkomende toelage ook verleend aan de diensten voor de financiering van de loonsverhogingen die resulteren uit de valorisatie van de lastige uren gepresteerd door hun personeel.

HOOFDSTUK V. — Bijzondere toelage om de vakbondpremies te financieren

Art. 54. Binnen de perken de daartoe bestemde begroting stort het Agentschap namens de diensten op het fonds dat instaat voor de betaling van de vakbondspremies, een bedrag dat overeenstemt met het aantal werknemers die er in aanmerking voor kunnen komen, vermenigvuldigd met het bedrag van de vakbondspremie per werknemer.

HOOFDSTUK VI. — *Controle op de toelagen*

Art. 55. § 1. Als het totaal van de begeleide dossiers lager is dan het aantal dossiers waarvoor de dienst erkend is, geeft het Agentschap hem kennis van het bedrag dat ingevorderd moet worden overeenkomstig artikel 57 van de gecoördineerde wetten van 17 juli 1991 op de Rijkscomptabiliteit.

Het bedrag wordt afgetrokken vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum van kennisgeving.

§ 2. Als het totaalbedrag van de personeelslasten van de dienst kleiner is dan 85 % van de jaarlijkse toelage, wordt het verschil ingevorderd bij de controle op het gebruik van de toelagen door het Agentschap, waarbij de invorderingen bedoeld in § 1 in mindering worden gebracht.

Art. 56. De lasten die in aanmerking mogen worden genomen, worden in de bijlagen 5 en 6 nader bepaald.

Art. 57. Na kennisgeving gaat het Agentschap over tot de rechtzetting en de ambtshalve invordering van de toelagen verleend op grond van onjuiste aangiften of waarvan het gebruik ongerechtvaardigd blijkt te zijn.

Ze worden rechtgezet en ingevorderd tijdens de tweede maand na die van de kennisgeving en kunnen het voorwerp uitmaken van een aanzuiveringsplan.

De diensten beschikken over een termijn van dertig dagen, waarbij de postdatum bewijskracht heeft, om elke rechtzetting of invordering te betwisten waarvan kennis wordt gegeven overeenkomstig dit besluit.

De diensten kunnen een aanvraag tot herziening van de toelage indienen binnen dertig dagen te rekenen van de kennismening van een gegeven dat het bedrag van de toelage betwist en waarvan zij geen weet hadden bij de kennisgeving ervan.

De dienst moet dan het bewijs leveren van de datum waarop hij kennis genomen heeft van bedoeld gegeven.

TITEL VII. — Deelneming van de personen en toelage van de opvangpersonen

Art. 58. Een dagelijkse forfaitaire toelage wordt toegekend aan de opvangpersonen voor de aanwezigheidsdagen van de personen in hun woning.

Met de in het vorige lid bedoelde aanwezigheidsdagen worden gelijkgesteld, de verpleegdagen alsmede de verlofdagen gefinancierd door de opvangpersoon en onder zijn verantwoordelijkheid.

Art. 59. De aan de opvangpersoon toegekende dagelijkse forfaitaire toelage bestaat uit :

1° een tegemoetkoming van de persoon ter dekking van de algemene huivestings-, onderhouds- en voedingskosten;

2° een tegemoetkoming van het Agentschap ter dekking van de opvoedings-, begeleidings- en steunkosten.

Art. 60. § 1. De tegemoetkoming van de persoon die gewoontelijke of verhoogde kinderbijslag ontvangt, met uitzondering van de gehandicapte persoon die 21 jaar oud was op 1 juli 1987 en die op die datum reeds kinderbijslag ontving, stemt overeen met het bedrag van de kinderbijslag die tot een dagelijkse basis teruggebracht wordt.

§ 2. De tegemoetkoming van het Agentschap bestemd om de opvoedings-, begeleidings- en steunkosten te dekken voor de in artikel 60, § 1, bedoelde personen bedraagt 20 euro per aanwezigheidsdag.

Art. 61. § 1. De tegemoetkoming van de persoon die gewoontelijke of verhoogde kinderbijslag niet meer ontvangt, alsmede die van de gehandicapte persoon die 21 jaar oud was op 1 juli 1987 en die op die datum reeds kinderbijslag ontving, bedraagt 20 euro per aanwezigheidsdag.

§ 2. Als het geheel van de inkomens van de persoon, na aftrek van het gedeelte van 181,88 euro waarover hij mag beschikken, niet volstaat om zijn tegemoetkoming te betalen, wordt ze naar rato van de vastgestelde inkomens verminderd en worden het verschil tussen die tegemoetkoming en de 20 euro door het Agentschap gecompenseerd.

§ 3. De tegemoetkoming van het Agentschap bestemd om de opvoedings-, begeleidings- en steunkosten te dekken voor de in artikel 61, § 1, bedoelde personen bedraagt 10 euro per aanwezigheidsdag voor de personen van categorie A, 15 euro voor de personen van categorie B of 20 euro voor de personen van categorie C; deze categorieën worden bepaald in bijlage 9.

§ 4. De in de artikelen 60 en 61 bedoelde tegemoetkomingen worden gekoppeld aan de spilindex 151,60 op de datum van 1 oktober 2008.

Art. 62. De tegemoetkoming van het Agentschap wordt aan de dienst gestort, die ze aan de opvangpersonen overschrijft.

Art. 63. § 1. Met uitzondering van de bepalingen bedoeld in § 2 van dit artikel mag geen toeslag bovenop de tegemoetkoming van de personen vereist worden om de personeels- en werkingskosten van de dienst of de kosten voor het verblijf bij de opvangpersoon te dekken.

§ 2. De volgende kosten mogen boven de tegemoetkoming van de personen vereist worden, voor zover ze geen voorwerp uitmaken van een wettelijke of aanvullende tegemoetkoming :

1° de medische en farmaceutische kosten, na aftrek van de tegemoetkoming van de verzekeringsinstelling, met inbegrip van de specifieke kosten gebonden aan incontinentie;

2° de kosten voor technische hulpmiddelen, zoals orthesen, prothesen, rolstoelen en andere mechanische of elektrische hulpmiddelen.

Art. 64. § 1. De vergoedingen voor de opvangpersonen en de tegemoetkomingen van de personen worden berekend op grond van het aantal dagen bedoeld in artikel 58 en medegegeeld door de dienst aan de hand van het driemaandelijks overzicht goedgekeurd door het Agentschap.

§ 2. De diensten dienen het behoorlijk aangevulde driemaandelijks overzicht aan het Agentschap te sturen binnen 50 dagen na afloop van het afgelopen kwartaal.

Behoudens overmacht wordt de niet-naleving van die termijn gestraft als volgt :

- a) een boete gelijk aan 1/1000 van de jaarlijks te bekomen toelage per dag vertraging wordt toegepast;
- b) onverminderd deze boete, wordt een aanmaning bij ter post aangetekende brief door het Agentschap opgestuurd, uiterlijk 21 dagen na de vertraging;
- c) als het driemaandelijks overzicht binnen 10 dagen na het verzenden van de aangetekende aanmaning niet binnen is, wordt de jaarlijkse toelage van de dienst bepaald op 90 % van het bedrag waarop hij tijdens het jaar voor het boekjaar aanspraak kon maken.

Art. 65. § 1. De dienst stort de vergoedingen aan de opvangpersonen uiterlijk op de 15e dag volgend op de maand waarvoor ze verschuldigd zijn.

§ 2. Het Agentschap wordt ertoe gemachtigd om voorschotten te storten opdat de diensten de in § 1 bedoelde verplichtingen zouden kunnen vervullen.

§ 3. Deze voorschotten worden aangepast op grond van het in artikel 64 bedoelde driemaandelijks overzicht dat door de dienst bepaald worden en door het Agentschap goedgekeurd wordt.

TITEL VIII. — Programmering

Art. 66. Op voorstel van het beheerscomité bepaalt de Waalse Regering het aantal begeleidingdiensten bij onthaal in een gezin voor gehandicapten personen naar gelang van de begrotingsmiddelen en na kwalitatieve evaluatie van de projecten naar gelang van de behoeften.

TITEL IX. — Overgangs-, wijzigings- en opheffingsbepalingen

Art. 67. § 1. Voor de dienst die erkend is op de datum van toepassing van dit besluit, wordt het minimum aantal te begeleiden dossiers bepaald door het aantal voltijdse equivalenten die voor begeleidingstaken aangesteld zijn (ETPa) te vermenigvuldigen met 10.

Het aldus verkregen aantal dossiers wordt afgerond naar de hogere eenheid.

§ 2. Het aantal theoretische voltijdse equivalenten die voor begeleidingstaken aangesteld zijn (ETPa) wordt verkregen door het quotum voltijdse equivalenten personeelsleden buiten interventie (ETPhi) bedoeld in bijlage 3 van het aantal theoretische voltijdse equivalenten (ETPt) af te trekken.

§ 3. Het totaal aantal ETPt wordt verkregen door 85 % van de jaarlijkse toelage en van de toeslag wegens geldelijke anciënniteit beoeld in Titel III - Hoofdstuk II - van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 te delen door de referentieschaal op grond van de gemiddelde anciënniteit van het personeel in dienst. Die schaal, bedoeld in bijlage 4, wordt vermeerderd met een coëfficiënt werkgeverslasten van 51,89 % voor de diensten georganiseerd door een private inrichtende macht en van 43,62 % voor de diensten georganiseerd door een openbare dienst.

Art. 68. De werknemers die tewerkgesteld waren in een dienst voor plaatsing in gezin en die overeenkomstig dit besluit tewerkgesteld worden in een begeleidingsdienst bij onthaal in een gezin voldoen aan de minimale kwalificatie vereist voor de uitoefening van de begeleidingsfunctie of van de functie van administratief personeel bedoeld in bijlage 2.

Art. 69. De werknemers die tewerkgesteld waren in een dienst voor plaatsing in gezin en die overeenkomstig dit besluit aangeworven worden door een begeleidingsdienst bij onthaal in een gezin, behouden de bezoldiging gekoppeld aan de loonschaal en de andere geldelijke voordelen die op hen van toepassing waren voor hun aanwerving in de begeleidingsdienst voor woningen van het gezinstype. Hun bezoldiging is een last die aanmerking genomen kan worden binnen de perken bedoeld in de bijlagen 5 en 6.

Art. 70. De persoon die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, een tegemoetkoming van het Agentschap genoot voor zijn opvang door een dienst voor plaatsing in gezin, wordt geacht in aanmerking te komen voor een beslissing van het Agentschap waarbij geconcludeerd wordt tot de noodzaak van een begeleiding door een begeleidingsdienst voor woningen van het gezinstype.

Art. 71. Het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen wordt vervangen als volgt : « besluit van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten en dagonthaaldiensten ».

Art. 72. In artikel 2, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, worden de woorden « 4, 5 en 7 » vervangen door de woorden « 4 en 5 ».

Art. 73. In artikel 2, 11°, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 wordt het woord « 9 » opgeheven.

Art. 74. In artikel 3, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « of plaatsing in gezinnen » opgeheven.

Art. 75. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 76. In artikel 8, tweede lid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002, artikel 9, § 1, tweede lid, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002, artikel 20, tweede lid, 2°, artikel 31, eerste lid, en artikel 82ter, § 2, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 worden de woorden « de diensten voor plaatsing in gezinnen » telkens opgeheven.

Art. 77. In artikel 8, vierde lid, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002, worden de woorden « en de diensten voor plaatsing in gezinnen » opgeheven.

Art. 78. In artikel 12, § 7, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002, worden de woorden « de diensten voor plaatsing in gezinnen, » opgeheven.

Art. 79. In artikel 16 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002, worden de woorden « de diensten voor plaatsing in gezinnen » opgeheven.

Art. 80. In artikel 19, tweede lid, 1°, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 worden de woorden « dienst voor plaatsing in gezinnen en een » opgeheven en in punt 11° van hetzelfde artikel worden de woorden « de plaatsing in een gezin en » opgeheven.

Art. 81. In artikel 30, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « de diensten voor plaatsing in gezinnen en » opgeheven.

Art. 82. In artikel 31 van hetzelfde besluit wordt het vierde lid opgeheven.

Art. 83. In artikel 31*bis*, § 1, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2001 en in artikel 89*septies*, eerste streepje, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2001 worden de woorden « voor plaatsing in gezinnen » telkens opgeheven.

Art. 84. Artikel 41*ter* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2001, wordt opgeheven.

Art. 85. In artikel 42, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002 worden de woorden « of in een pleeggezin » opgeheven.

2° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 86. In artikel 47 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 3 juli 2003, worden de woorden « of aan de dienst voor plaatsing in gezinnen » opgeheven.

Art. 87. In artikel 56 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002, worden de woorden « 6°, 7° en 9° » vervangen door de woorden « 6° en 7° ».

Art. 88. In artikel 66, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002, worden de woorden « voor plaatsing in gezinnen, » opgeheven.

Art. 89. In artikel 82*ter*, § 4, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002, wordt het derde lid opgeheven.

Art. 90. Artikel 91 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2002, wordt opgeheven.

Art. 91. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2011.

Art. 92. De Minister tot wiens bevoegdheden het Gehandicaptenbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 november 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 1

DIENSTPROJECT — SCHETS

1. OVERZICHT VAN HET PROJECT

2. FINALITEIT EN DOELSTELLINGEN

3. DOELGROEPEN

a) soorten handicap;

b) leeftijd;

c) allerlei.

4. OVEREENKOMST en FINANCIËLE BIJDRAGE

5. GEOGRAFISCHE WERKINGSSFEER

6. ORGANISATIE VAN DE DIENST

a) werkorganisatie;

b) diverse vergaderingen;

c) dienstregeling van de interveniënten;

d) openingsuren.

7. COMMUNICATIESTRATEGIE

Bijvoorbeeld : openbaarheid-voorlichting, bewustmaking, contacten met de algemene diensten,

8. THEORETISCHE VERWIJZINGEN

9. METHODOLOGIE

a) methode voor het onderzoek naar de behoeften

Bijvoorbeeld :

- Op het vlak van zelfontplooiing, sociale interacties, fysiek welzijn, psychologisch welzijn.
- Op de volgende vlakken : relationeel, affectief, cognitief; materieel.

b) Tussenkostmethodes op verschillende gebieden :

Bijvoorbeeld : ontwikkeling van de bekwaamheden en potentialiteiten van het kind, samenwerking met de gezinnen (partnerschap), deelname aan netwerkpraktijken, mobilisering van de gemeenschappelijke hulpbronnen, beroep op de algemene diensten inbegrepen.

10. EVALUATIEWIJZEN

a) evaluatie van de dienst in zijn gezamenlijke opdrachten;

b) evaluatie van de individuele projecten naar gelang van de verwachte resultaten;

11. MENSELIJKE HULPBRONNEN

a) personeel;

b) vorming

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 november 2001 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde begeleidingsdiensten bij onthaal in een gezin.

Namen, 17 november 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 2

Kwalificatievereisten voor het personeel van de diensten met het oog op de bepaling van de subsidies**Directeurs klasse I**

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering die het bewijs leveren van minstens drie jaar dienstanciënniteit in een educatieve, sociale, pedagogische, psychologische of paramedische functie in de sector personenverzorging.

A. Begeleidingspersoneel**Master in de psychologische wetenschappen, opvoedingswetenschappen, kinesitherapie of logopedie**

De houders van het diploma dat één van die titels verleent.

Opvoeder klasse I.

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering, met uitzondering van het diploma van Bachelor — bibliothecaris-documentalist, van het getuigschrift en van het diploma van pedagogische bekwaamheid.

Bachelor in de verpleegkunde

De houders van het diploma dat die titel verleent.

Bachelor – Assistent in de psychologie

De houders van het diploma dat die titel verleent.

Bachelor in de ergotherapie, kinesitherapie of logopedie

De houders van het diploma dat één van die titels verleent.

Specialisatie in de psychomotriek

De houders van de titel die deze specialisatie verleent.

Bachelor — Maatschappelijk assistent of Bachelor – Sociaal adviseur

De houders van het diploma dat één van die titels verleent.

Specialisatie in de gemeenschappelijke gezondheid

De houders van het diploma dat deze specialisatie verleent.

B. Administratief personeel**Klerk**

De houders van één van de volgende titels :

- Einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs).

- Eindgetuigschrift of -attest van het lager secundair beroepsonderwijs uitgereikt na een vierde finaliteitsjaar of erkend na een vijfde bijscholings- of specialisatiejaar in een afdeling « Travaux de bureau », uitgereikt door een door de Staat opgerichte, gesubsidieerde of erkende inrichting.

Kopiist (braille) 2e klasse

De houders van een diploma, getuigschrift of attest dat toegang geeft tot de functie van klerk.

Kopiist (braille) 1e klasse

De houders van een diploma of getuigschrift dat toegang geeft tot de functie van opsteller.

Boekhouder-klasse II

Einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) met een commerciële richting.

Boekhouder-klasse I

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger onderwijs met een economische richting waarvan de kwalificatie beantwoordt aan de normale eisen van de functie;

De houders van het diploma van de Belgische Kamer van Boekhouders.

Opsteller

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) voor zover de vorming beantwoordt aan de normale eisen van de functie.

Bachelor economische, juridische, administratieve oriëntering, of informatica

De houders van het diploma dat die titel verleent.

Master economische, juridische, administratieve oriëntering, of informatica

De houders van het diploma dat één van die titels verleent.

C. Arbeiders**Arbeiderspersoneel categorie I**

Ongeschoolde arbeiders, schoonmakers, dienstboden, nachtwakers, conciërges, niet-gekwalificeerde landarbeiders.

Arbeiderspersoneel categorie III

Gekwalificeerde arbeiders die niet in het bezit zijn van een einddiploma of -getuigschrift dat van hun kwalificatie getuigt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 november 2001 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde begeleidingsdiensten bij onthaal in een gezin.

Namen, 17 november 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 3

Voltijdse equivalenten buiten tegemoetkoming

Voltijdse equivalenten >	Totaal
0	0,5
4	1
8	1,5
12	2
16	2,5

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 november 2001 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde begeleidingsdiensten bij onthaal in een gezin.

Namen, 17 november 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 4

Referentieschaal (01/01/2011)**Referentieschaal voor de diensten georganiseerd door de privésector, opgesteld op basis van de schalen bepaald in bijlage 8**

Geldelijke anciënniteit	Referentieschaal
0	31.008,71
1	32.706,13
2	32.706,13
3	33.980,62
4	33.980,62
5	35.255,10

Geldelijke anciënniteit	Referentieschaal
6	35.255,10
7	37.476,51
8	37.476,51
9	38.755,79
10	39.304,49
11	40.583,78
12	40.583,78
13	41.863,04
14	41.863,04
15	43.142,32
16	43.992,90
17	45.272,18
18	45.272,18
19	46.551,44
20	46.551,44
21	47.830,76
22	47.830,76
23	49.110,03
24	49.110,03
25	49.356,96
26	49.356,96
27	49.603,88
28	49.603,88
29	49.603,88
30	49.603,88
31	49.603,88

**Referentieschaal voor de diensten georganiseerd door de openbare sector,
opgesteld op basis van de schalen bepaald in bijlage 8**

Geldelijke anciënniteit	Referentieschaal
0	30.776,34
1	32.367,06
2	32.464,06
3	33.682,58
4	33.682,58
5	34.956,12
6	34.956,12
7	37.062,98
8	37.062,98
9	38.453,23
10	38.936,08
11	40.213,86
12	40.213,86
13	41.491,64
14	41.491,64
15	42.769,39
16	43.517,89
17	44.795,67
18	44.896,73
19	46.174,50

Geldelijke anciënniteit	Referentieschaal
20	46.174,50
21	47.452,29
22	47.452,29
23	48.730,07
24	48.730,07
25	48.976,71
26	48.976,71
27	49.223,34
28	49.223,34
29	49.223,34
30	49.223,34
31	49.223,34

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 november 2011 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde begeleidingsdiensten bij onthaal in een gezin.

Namen, 17 november 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

—
Bijlage 5

Principes op basis waarvan de lasten in aanmerking worden genomen

I. De lasten worden niet in aanmerking genomen als de volgende algemene principes niet nageleefd worden :

- 1) ze moeten betrekking hebben op de personen voor wie het Agentschap een gunstige beslissing heeft genomen over de opportuniteit van een opvang door de dienst;
- 2) ze moeten betrekking hebben op de kosten waarvoor de dienst gesubsidieerd werd;
- 3) ze moeten redelijk zijn t.o.v. de behoeften van de gesubsidieerde activiteit;
- 4) ze moeten geboekt worden overeenkomstig de wetgeving met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;
- 5) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen tussen derden en uit tastbare economische realiteiten. Vooral de VZW's die onder één enkele controle of directie staan in de zin van de artikelen 5 tot 10 van het Wetboek van vennootschappen, ingevoerd bij de wet van 7 mei 1999, vormen derden onder elkaar voor zover hun respectievelijke boekhoudingen op een geldige wijze gecontroleerd kunnen worden;
- 6) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen met natuurlijke personen die in geen geval deel mogen uitmaken van de inrichtende macht of van de directie van de dienst, of met rechtspersonen onder wie de leden van de inrichtende macht of van de directie van de dienst geen functie van directeur of bestuurder bekleden. In het tegenovergestelde geval dient de aantoonbaarheid van de lasten door het Agentschap te kunnen worden vastgesteld;
- 7) zij mogen niet betrekking hebben op forfaitaire sommen, buiten de sommen die verantwoord zijn via een overeenkomst waarin de voorwaarden waaronder de beroepsprestaties geleverd en bezoldigd worden, omstandig worden omschreven;
- 8) zij dienen in voorkomend geval voort te vloeien uit de aanrekening die wordt doorgevoerd vanuit een verdeelsleutel die beantwoordt aan objectieve, realistische en concrete criteria.

2. Meer bepaald de volgende lasten worden niet in aanmerking genomen :

2.1. in de rekeningen 60 en 61 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat dmv omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld

- 1) het gedeelte van de reiskosten om dienstredenen boven het percentage dat voor het personeel van de ministeries bepaald werd bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2001;
- 2) de lasten met betrekking tot de toekenning van voordelen van allerlei aard;
- 3) de beleggingswaarden, met inbegrip van grote herstellingen en groot onderhoud boven 500 euro, die voor één enkel boekjaar als lasten worden geboekt;
- 4) de representatiekosten die niet in rechtstreeks verband staan met de activiteit van de diensten;
- 5) de restaurantstroken waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- 6) de hotelrekeningen waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- 7) de huurlasten die eventueel niet gerechtvaardigd zijn bij een geschreven huurcontract of een overeenkomst tussen de partijen, waarin een beschrijving wordt gegeven van de lokalen die het voorwerp zijn van het contract;

8) de huurlasten onder VZW's, behalve als ze overeenstemmen :

Hetzij met het geïndexeerde kadastraal inkomen van betrokken gebouw, waarvan de afschrijving van de door de overheid verleende kapitaalsubsidies afgetrokken wordt, betreffende dat gebouw. Onder geïndexeerd kadastraal inkomen wordt verstaan het niet geïndexeerde kadastraal inkomen bepaald door de Federale Overheidsdienst Financiën, vermenigvuldigd met onderstaande formule :

Index ABEX van november (van betrokken boekjaar)

Index ABEX van november (van het jaar van de vastlegging of van de laatste wijziging van het kadastraal inkomen)

Hetzij met de waarde van de afschrijvingen van het gedeelte van betrokken gebouw dat niet gesubsidieerd werd door de overheid.

Alleen in dat geval kunnen de lasten die krachtens de wet op de huurovereenkomsten geacht worden ten laste van de verhuurder te vallen als huurderslasten aangenomen worden.

2.2. in de rekeningen 62 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat dmv omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

1) de bezoldigingen die niet overeenstemmen met de loonschalen bedoeld in bijlage 7 en die niet opgesteld worden overeenkomstig de regels bedoeld in bijlage 6;

2) de aanvullende voordelen die niet voortvloeien uit een officiële overeenkomst in het kader van de PC 319.02 of van de Nationale Arbeidsraad;

2) de werkgeverspremies voor de bovenwettelijke verzekeringen bedoeld in rekening 6230;

3) de lasten met betrekking tot groepsverzekeringen;

4) de dotaties en de toepassingen van reserves voor het vakantie- en uitgaansgeld bedoeld in de rekeningen 6250 en 625;

5) de loonkosten die niet voortvloeien uit een overeenkomst of een geschreven arbeidscontract waarin minstens de door de werknemer uitgeoefende functie(s) en de omvang van de dienstverstrekingen worden vermeld;

6) de loonlasten die niet het voorwerp zijn geweest van aangiften bij de RSZ en/of bij de Administratie van de belastingen;

7° de verbrekingsvergoedingen, behalve die betreffende de directeur.

2.3. in de rekeningen 63 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

1) de afschrijvingslasten die voortvloeien uit percentages die hoger zijn dan :

a. 20 % voor de oprichtingskosten bedoeld in rekening 6300.

b. 33 % voor de onlichamelijke vaste activa bedoeld in rekening 6301.

c. 3 % voor de gebouwen en bebouwde terreinen bedoeld in rekening 63020, met uitzondering van de grote onderhouds- en herstellingswerken (rekening 63020X) die tegen 10 % afgeschreven worden.

d. 10 % voor de inrichtingen en verbouwingen van gebouwen, excl. uitbreidingen.

e. 20 % voor de installaties, machines en uitrustingen bedoeld in rekening 63021, met uitzondering van het educatieve materieel dat tegen 10 % afgeschreven wordt. Het informaticamaterieel kan echter tegen 33 % afgeschreven worden.

f. 10 % voor het meubilair bedoeld in rekening 63022X.

g. 20 % voor het rollend materieel bedoeld in rekening 63022X.

h. één van voorvermelde percentages in functie van het type betrokken goederen voor het leasingcontract en andere gelijkaardige rechten.

i. Een afwijking van die percentages kan door het Agentschap worden toegestaan bij tweedehandse aankoop of aankoop van geprefabriceerde goederen. Bedoelde afwijking dient te worden aangevraagd bij aangetekend schrijven, en met redenen omkleed zijn.

2) de waardeverminderingen op schuldvorderingen bedoeld in de rekeningen 633 en 634;

3) de voorzieningen voor wettelijke en bovenwettelijke pensioenen bedoeld in rekening 635;

4) de voorzieningen voor grote onderhouds- en herstellingswerken bedoeld in rekening 636;

5) de andere voorzieningen bedoeld in rekening 637.

2.4. in de rekeningen 64 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat dmv omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

1) de boeten aangerekend op rekening 640;

2) de in de rekeningen 646 bedoelde kosten betreffende de bedragen die aan de subsidiërende overheid terugbetaald moeten worden.

2.5. in de rekeningen 65 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

1) de niet-verdeelde financiële lasten, al naar gelang van het soort, in de volgende rekeningen : 65000-« Financiële lasten van investeringsleningen », 65001-« Financiële lasten leasing », 65002-« Financiële lasten kaskredieten — » AWIPH « - uitstel of dwingende reden », 65003-« Financiële lasten kaskredieten — Andere », 6570-« Financiële lasten bankrekeningen », 6571-« Financiële lasten — beleggingen »;

2) de lasten voor kaskredieten behalve als hierop een beroep moet worden gedaan wegens een uitstel van betaling waarvan de schuld bij de Administratie ligt of om een dwingende reden waarmee de dienst niets te maken heeft. In dit geval moet de dienst het uitstel van betaling en de verantwoordelijkheid van de Administratie bewijzen d.m.v. een attest dat aan het Agentschap moet worden gevraagd of het bewijs leveren van de dwingende aard van de gebeurtenis die het beroep op voormeld krediet rechtvaardigt;

3) de financiële lasten i.v.m. beleggingen.

2.6. in de rekeningen 66 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

- de uitzonderlijke kosten bedoeld in rekening 660.

2.7. in de rekeningen 69 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

- de kosten voor aanwendingen en heffingen verdeeld in de rekeningen 69.

2.8. Allerlei :

- 1) de giften die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
- 2) de opbrengsten van de activiteiten van de instellingen die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
- 3) de lasten betreffende de terugbetalingen van administratiekosten, behalve voor punctuele opdrachten waarover collegiaal beslist wordt door de raad van bestuur en de directie.

3. Van de lasten worden afgetrokken :

- 1) de door de overheid verleende toelagen wanneer ze precies dezelfde lasten dekken als degene die in aanmerking worden genomen in de zin van dit besluit;
- 2) de door de Nationale Loterij verleende werkingstoelage kan niet van de lasten afgetrokken worden;
- 3) de diverse kosteninvorderingen, met uitzondering van de private giften, de opbrengsten van fancy fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, van de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van appartementen voortkomen. Deze uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten in aparte rekeningen of subrekeningen geboekt worden en als de lasten m.b.t. de organisatie van deze handelingen eveneens apart geboekt worden;
- 4) de lasten betreffende de organisatie van fancy fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van gesuperviseerde appartementen voortkomen. Ze moeten naar gelang hun type geboekt worden, net zoals de opbrengsten die uit deze handelingen voortkomen.

4. Toekenning van de lasten aan de verschillende toelagen :

Onverminderd de principes op basis waarvan de lasten in aanmerking worden genomen in dit besluit :

- Worden beschouwd als lasten die behoren bij de jaarlijkse personeelstoelage bedoeld in titel VI, de lasten die op geldige wijze worden ondergebracht in de rekeningen 618 en 62 vermeld in het genormaliseerd boekhoudplan bedoeld in artikel 32.

- De andere lasten behoren bij de jaarlijkse werkingstoelage bedoeld in titel VI.

Als de jaarlijkse personeelstoelage onvoldoende is om het geheel van de daarop betrekking hebbende lasten te dekken, kunnen deze gedekt worden door de jaarlijkse werkingstoelage zoals bedoeld in artikel 47.

5. Financiële controle :

Wanneer een dienst deel uitmaakt van een administratieve cel die uit gesubsidieerde diensten bestaat op grond van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, of op grond van dit besluit, wordt het gebruik van de toelagen van die dienst gecontroleerd door de verleende toelagen en de per sectie te boeken lasten op te tellen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 november 2011 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde begeleidingsdiensten bij onthaal in een gezin.

Namen, 17 november 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 6

Personeelskosten — Specifieke regels

I. Geldelijke anciënniteit.

De geldelijke anciënniteit van het begeleidend personeel en de directeurs wordt berekend op basis van het aantal jaren waarvoor de werknemers van de volgende sectoren voltijds of deeltijds betaald worden door hun werkgever :

- 1) de instellingen die door het Agentschap, het voormalige Fonds 81 en het voormalige « FCIPPH » erkend zijn of met hen een overeenkomst hebben gesloten;
- 2) de instellingen die door de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie erkend zijn of met hen een overeenkomst hebben gesloten;
- 3) de diensten van Hulpverlening aan de Jeugd en van de voormalige Jeugdbescherming;
- 4) de « ONE »;
- 5) de erkende centra;
- 6) de instellingen die door de Algemene Directie Sociale Zaken en Volksgezondheid van het Federale Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu erkend zijn en met hem een overeenkomst hebben gesloten;
- 7) de instellingen die door het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst erkend zijn en met hem een overeenkomst hebben gesloten;
- 8) de scholen van het buitengewoon onderwijs;

9) de instellingen die een overeenkomst hebben gesloten met het RIZIV.

Het bevallings- en borstvoedingsverlof, de loopbaanonderbreking van maximum één jaar die recht geeft op een onderbrekingsuitkering, en het tien dagenverlof om dwingende redenen worden meegerekend.

Wat het niet-educatieve personeel betreft, met uitzondering van de directeurs en maatschappelijke assistenten, kan ook elke dienst meegerekend worden die eerder deeltijds of voltijds verstrekt werd in een gelijksoortige functie als degene die het bekleedt bij zijn aanwerving in een door het Agentschap erkende instelling.

Onder gelijksoortige functie wordt verstaan :

- voor het administratieve personeel : alle functies die in bijlage 2 onder de desbetreffende rubriek ingedeeld zijn.
- voor het arbeiderspersoneel : alle functies die in bijlage 2 onder de desbetreffende rubriek ingedeeld zijn.

Die dienstverstrekkingen worden slechts in aanmerking genomen voorzover betrokken personeelslid indertijd beschikte over het diploma dat vereist werd om die functie uit te oefenen.

De personeelsleden die vóór 1 januari 1984 in dienst waren in instellingen erkend door het Fonds voor medisch-socio-pedagogische zorgverlening aan gehandicapten of door de Dienst Jeugdbescherming behouden hoe dan ook het voordeel van de geldelijke anciënniteit die hen indertijd officieel toegekend werd.

Het bewijs van de verrichte diensten wordt door betrokkenen geleverd d.m.v. de stortingen verricht bij een instelling voor sociale zekerheid of een pensioenkas.

Elk ander bewijsstuk kan door de bevoegde diensten geëist worden.

II. Benoemingen, bevorderingen en functieveranderingen.

§ 1. De bezoldiging van een personeelslid met een directiegraad mag niet lager zijn dan die voorzien voor de functie waarop zijn diploma recht geeft in de dienst waar het tewerkgesteld is;

§ 2. Het personeelslid dat tot een andere graad in dezelfde dienst bevorderd wordt, behoudt de gezamenlijke geldelijke anciënniteit die hem toegekend werd op basis van de criteria bedoeld onder punt I van deze bijlage.

In geval van functieverandering binnen dezelfde instelling kan de geldelijke anciënniteit insgelijks opgewarderd worden overeenkomstig de bepalingen onder punt I van deze bijlage.

§ 3. De directeur moet binnen vier jaar na de eerste september na zijn indienstneming of bevordering aan de volgende voorwaarde voldoen : de tweejarige opleidingen van 150 uur « Beheer van diensten voor gehandicapte personen », die georganiseerd wordt door een opleidingsoperator of een door de Franse Gemeenschap erkende onderwijsinstelling en waarvan de inhoud goedgekeurd is door het beheerscomité van het Agentschap, met succes hebben gevolgd.

III. Komen niet in aanmerking :

1) de bezoldigingen uitgekeerd aan de pensioengerechtigde personeelsleden die krachtens de wetgeving op de pensioenen een ongeoorloofde beroepsactiviteit uitoefenen;

2) het deel van de bezoldigingen en de wettelijke werkgeverslasten boven de bedragen voor rekening van de overheid voor een volledige uurrooster, onverminderd de betaling van de in aanmerking komende extra-uren en van de diensten verstrekt in het kader van het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd ten gunste van de personeelsleden tewerkgesteld door die diensten.

Deze bepaling is eveneens van toepassing op personeelsleden met verschillende deeltijdse functies die gesubsidieerd worden of voor rekening zijn van de overheid.

3) de lasten van het personeel waarvan de kwalificaties niet overeenstemmen met de vereiste titels bedoeld in bijlage 2.

IV. Regeling van de loopbaanbeëindiging.

De maandelijks bijdrage die gestort wordt in het Sociaal Fonds « Old Timer » krachtens de Collectieve arbeidsovereenkomst van 7 januari 2003 zoals afgesloten binnen het Paritair comité 319.02 tot instelling van de bepalingen betreffende de indeling van de beroepsloopbaan, genaamd « plan Tandem », wordt beschouwd als een in aanmerking te nemen last.

Voor de openbare sector, moet deze voorziening voorafgaandelijk erkend worden door de Regering en dezelfde voordelen en garanties bieden als diegene voorzien in de bovengenoemde Collectieve arbeidsovereenkomst.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 november 2011 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde begeleidingsdiensten bij onthaal in een gezin.

Namen, 17 november 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 7

Weddeschalen bedoeld in bijlage 8

Funcie	Categorieën	Weddeschaal (nr. schaal)
Directeur		25
Begeleidingspersoneel	Master met een pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering Opvoeder klasse 1	27
	Bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale of Paramedische oriëntering	19
Administratief personeel	Master met een economische, juridische, administratieve, of informaticaoriëntering.	27
	Bachelor met een economische, juridische, administratieve, of informaticaoriëntering.	19
	Opsteller	17
	Klerk	4
	Boekhouder KI 1	18
	Boekhouder KI 2	8
	Kopiist A3 Kopiist A2	4 17
Arbeider	Arbeider Cat 1	1
	Arbeider Cat 3	3

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 november 2011 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde begeleidingsdiensten bij onthaal in een gezin.

Namen, 17 november 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 8

Weddeschalen op 01/01/1990 voor de Diensten beheerd door een openbare inrichtende macht

Schaalnummers

Geld. Anc.	1	3	4	8	17	18	19	25	27
0	13.064,26	13.076,83	13.347,01	14.052,32	13.608,07	16.272,75	16.362,36	21.553,85	21.994,75
1	14.012,43	14.030,95	14.298,42	15.099,91	14.655,66	17.359,56	17.454,53	22.542,02	23.025,96
2	14.142,67	14.167,11	14.438,16	15.245,28	14.801,03	17.391,84	17.492,16	22.574,30	23.101,25
3	14.272,97	14.303,36	14.577,90	15.390,62	14.946,37	17.892,71	17.998,41	23.462,82	24.032,76
4	14.389,57	14.419,97	14.700,71	15.503,73	15.059,46	17.892,71	17.998,41	23.462,82	24.032,76
5	14.513,25	14.550,43	14.847,04	15.647,93	15.203,66	18.393,58	18.531,53	24.351,35	25.004,62
6	14.629,91	14.667,09	14.969,87	15.921,23	15.476,98	18.393,58	18.531,53	24.351,35	25.004,62
7	14.753,53	14.797,53	15.116,18	16.225,70	15.781,42	20.737,78	20.897,25	25.250,61	25.976,49
8	14.870,19	14.914,19	15.239,01	16.499,02	16.054,77	20.737,78	20.897,25	25.250,61	25.976,49
9	14.993,84	15.049,42	15.385,34	16.847,64	16.403,36	21.301,66	21.686,99	26.192,88	26.948,36
10	15.472,05	15.527,63	15.867,22	17.433,41	16.989,16	21.620,23	22.005,56	26.511,47	27.266,92

Geld. Anc.	1	3	4	8	17	18	19	25	27
11	15.620,32	15.687,47	16.038,02	17.782,02	17.337,77	22.184,17	22.547,97	27.453,74	28.238,79
12	15.761,54	15.828,70	16.185,36	18.055,37	17.611,10	22.184,17	22.547,97	27.453,74	28.238,79
13	15.909,78	15.988,54	16.356,19	18.403,99	17.959,74	22.737,31	23.090,36	28.385,27	29.210,66
14	16.051,03	16.129,79	16.503,54	18.677,29	18.233,04	22.737,31	23.090,36	28.385,27	29.210,66
15	16.199,30	16.289,63	16.683,06	19.026,72	18.581,65	23.290,46	23.632,78	29.316,78	30.182,50
16	16.340,52	16.430,85	16.830,41	19.305,45	18.855,00	24.936,58	25.278,89	29.316,78	30.182,50
17	16.488,79	16.590,72	17.009,91	19.659,44	19.207,48	25.489,73	25.821,28	30.248,31	31.154,37
18	16.630,01	16.731,95	17.157,26	19.938,18	19.486,22	25.489,73	26.043,54	30.248,31	31.154,37
19	16.778,25	16.891,79	17.336,78	20.292,19	19.840,18	26.042,88	26.585,94	31.179,85	32.126,23
20	16.919,53	17.033,04	17.484,10	20.570,92	20.118,94	26.042,88	26.585,94	31.179,85	32.126,23
21	17.067,77	17.192,88	17.663,63	20.924,89	20.472,93	26.596,05	27.128,35	32.111,38	33.098,10
22	17.208,99	17.334,10	17.810,98	21.203,62	20.751,64	26.596,05	27.128,35	32.111,38	33.098,10
23	17.357,26	17.493,95	17.990,50	21.557,64	21.105,68	27.149,20	27.670,77	33.042,92	34.069,97
24	17.498,48	17.635,19	18.137,82	21.836,35	21.384,39	27.149,20	27.670,77	33.042,92	34.069,97
25	17.654,80	17.795,04	18.317,35	22.190,34	21.738,40	27.702,37	28.213,18	33.118,20	34.069,97
26	17.796,03	17.936,26	18.464,70	22.469,09	22.017,08	27.702,37	28.213,18	33.118,20	34.069,97
27	17.952,33	18.096,13	18.662,61	22.823,09	22.371,13	28.255,52	28.755,57	33.193,49	34.069,97
28	18.093,55	18.237,35	18.809,96	23.101,79	22.649,83	28.255,52	28.755,57	33.193,49	34.069,97
29	18.234,80	18.378,60	19.009,96	23.455,81	23.003,82	28.330,81	28.755,57	33.268,77	34.069,97
30	18.234,80	18.378,60	19.009,96	23.455,81	23.003,82	28.330,81	28.755,57	33.268,77	34.069,97
31	18.234,80	18.378,60	19.009,96	23.455,81	23.003,82	28.330,81	28.755,57	33.268,77	34.069,97

Weddeschalen op 01/01/1990 voor de Diensten beheerd door een private inrichtende macht

Schaalnummers

Geld. Anc.	1	3	4	8	17	18	19	25	27
0	13.169,24	13.169,24	13.434,39	14.144,73	13.701,00	16.462,78	16.462,78	22.170,73	22.170,73
1	14.231,22	14.231,22	14.496,37	15.298,50	14.854,77	17.661,12	17.661,12	23.257,00	23.257,00
2	14.363,74	14.363,74	14.635,96	15.427,01	14.983,28	17.661,12	17.661,12	23.257,00	23.257,00
3	14.496,32	14.496,32	14.775,54	15.555,49	15.111,76	18.193,62	18.193,62	24.230,01	24.230,01
4	14.628,84	14.628,84	14.915,11	15.684,02	15.240,27	18.193,62	18.193,62	24.230,01	24.230,01
5	14.761,39	14.761,39	15.054,70	15.812,53	15.368,78	18.726,12	18.726,12	25.203,01	25.203,01
6	14.893,96	14.893,96	15.194,29	16.123,12	15.679,39	18.726,12	18.726,12	25.203,01	25.203,01
7	15.026,49	15.026,49	15.333,88	16.433,75	15.990,00	21.341,10	21.341,10	26.176,02	26.176,02
8	15.159,04	15.159,04	15.473,46	16.744,34	16.300,61	21.341,10	21.341,10	26.176,02	26.176,02
9	15.291,58	15.291,58	15.613,05	17.054,95	16.611,20	21.884,14	21.884,14	27.149,03	27.149,03
10	15.834,99	15.834,99	16.160,65	17.720,59	17.276,86	22.246,14	22.246,14	27.511,05	27.511,05
11	15.995,50	15.995,50	16.328,05	18.031,20	17.587,48	22.789,20	22.789,20	28.484,06	28.484,06
12	16.155,99	16.155,99	16.495,50	18.341,82	17.898,09	22.789,20	22.789,20	28.484,06	28.484,06
13	16.316,48	16.316,48	16.662,96	18.652,43	18.208,70	23.332,23	23.332,23	29.457,06	29.457,06
14	16.476,99	16.476,99	16.830,38	18.963,01	18.519,28	23.332,23	23.332,23	29.457,06	29.457,06
15	16.637,50	16.637,50	16.997,84	19.274,54	18.829,89	23.875,27	23.875,27	30.430,07	30.430,07
16	16.797,98	16.797,98	17.165,26	19.591,27	19.140,50	25.745,85	25.745,85	30.430,07	30.430,07
17	16.958,50	16.958,50	17.332,69	19.908,01	19.455,50	26.288,89	26.288,89	31.403,08	31.403,08
18	17.118,98	17.118,98	17.500,14	20.224,74	19.772,24	26.288,89	26.288,89	31.403,08	31.403,08
19	17.279,47	17.279,47	17.667,57	20.541,47	20.088,94	26.831,92	26.831,92	32.376,08	32.376,08
20	17.440,00	17.440,00	17.835,00	20.858,21	20.405,70	26.831,92	26.831,92	32.376,08	32.376,08
21	17.600,49	17.600,49	18.002,45	21.174,92	20.722,41	27.374,98	27.374,98	33.349,12	33.349,12
22	17.760,98	17.760,98	18.169,88	21.491,65	21.039,14	27.374,98	27.374,98	33.349,12	33.349,12

Geld. Anc.	1	3	4	8	17	18	19	25	27
23	17.921,49	17.921,49	18.337,33	21.808,38	21.355,90	27.918,02	27.918,02	34.322,12	34.322,12
24	18.081,97	18.081,97	18.504,76	22.125,12	21.672,61	27.918,02	27.918,02	34.322,12	34.322,12
25	18.242,48	18.242,48	18.672,18	22.441,83	21.989,35	28.461,08	28.461,08	34.322,12	34.322,12
26	18.402,97	18.402,97	18.839,64	22.758,58	22.306,05	28.461,08	28.461,08	34.322,12	34.322,12
27	18.563,48	18.563,48	19.007,06	23.075,32	22.622,81	29.004,11	29.004,11	34.322,12	34.322,12
28	18.723,97	18.723,97	19.174,51	23.392,03	22.939,52	29.004,11	29.004,11	34.322,12	34.322,12
29	18.884,48	18.884,48	19.344,32	23.708,76	23.256,25	29.004,11	29.004,11	34.322,12	34.322,12
30	18.884,48	18.884,48	19.344,32	23.708,76	23.256,25	29.004,11	29.004,11	34.322,12	34.322,12
31	18.884,48	18.884,48	19.344,32	23.708,76	23.256,25	29.004,11	29.004,11	34.322,12	34.322,12

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 november 2011 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde begeleidingsdiensten bij onthaal in een gezin.

Namen, 17 november 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 9

Begripsomschrijving van de categorieën tenlastenemingen

De in artikel 61, § 3, bedoelde categorieën A, B, en C worden bepaald als volgt :

1° A : tenlastenemingen die niet onderverdeeld zijn in de categorieën B, C, en die moeten voorzien in de behoeften van personen met autisme, aangeboren of opgelopen hersenletsel, met lichte, gematigde of ernstige geestelijke deficiënties of met zintuiglijke of lichamelijke deficiënties;

2° B : tenlasteneming die moet voorzien in de behoeften van personen met :

1° zware geestelijke deficiëntie;

2° met autisme, aangeboren of opgelopen hersenletsel, ernstige geestelijke deficiëntie, of met zintuiglijke of lichamelijke deficiëntie en die drie van de volgende kenmerken vertonen :

bedlegerig zijn;

b) permanente en actieve hulp van een derde behoeven;

c) ernstige gedragsstoornissen vertonen;

d) door een derde gevoed moeten worden;

e) dagelijks volledig verzorgd moeten worden;

f) hulp nodig hebben om zich te bewegen als gevolg van motoriekstoornissen die motorische autonomie uitsluiten, zelfs met een prothese;

g) nacht- en dagincontinentie;

h) een niet-gestabiliseerde epilepsie;

i) medisch toezicht vereisen wegens een ernstige chronische somatische aandoening, met name hartziekte, pneumopathie, nefropathie, immuniteitsdeficiëntie, ernstige en chronische stoornissen van de spijsverteringsabsorptie;

3° C : tenlasteneming die moet voorzien in de behoeften van personen met autisme, aangeboren of opgelopen hersenletsel, ernstige of zware lichamelijke, zintuiglijke of geestelijke deficiëntie en die vier van de volgende kenmerken vertonen, waarvan minstens één in de lijst onder 1° voorkomt en de drie andere in de lijst onder 2° :

1°

a) bedlegerig zijn;

b) permanente en actieve hulp van een derde behoeven;

c) nacht- en dagincontinentie;

2°

a) door een derde gevoed moeten worden;

b) ernstige gedragsstoornissen vertonen;

c) dagelijks volledig getoiletteerd moeten worden;

d) hulp nodig hebben om zich te bewegen als gevolg van motoriekstoornissen die motorische autonomie uitsluiten, zelfs met een prothese;

e) een niet-gestabiliseerde epilepsie;

f) medisch toezicht vereisen wegens een ernstige chronische somatische aandoening, met name hartziekte, pneumopathie, nefropathie, immuniteitsdeficiëntie, ernstige en chronische stoornissen van de spijsverteringsabsorptie.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 november 2011 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde begeleidingsdiensten bij onthaal in een gezin.

Namen, 17 november 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

—————
Bijlage 10

Indicatoren voor de selectie van opvangpersonen

Het betreft te onderzoeken dimensies om te voldoen aan het profiel van de opvangpersonen en om hun potentiële bekwaamheden te omschrijven. Deze dimensies maken de bepaling van een opvangproject van de opvangner mogelijk en dit project te correleren met het levensproject van een persoon.

- Essentiële voorwaarden

o Aanvaarding van de arbeidsomgeving : AWIPH

o Het bestaan en de rechten van de oorspronkelijke familie erkennen

o Met de dienst aanvaarden mee te werken

o Aanvaarding van het project door alle leden van de onthaalcel

- Beschikbaarheid

o Mobiliteit

o Benodigde tijd ten opzichte van het project

o Toegankelijkheid

- Omgeving

o Woning

o Sociaal netwerk

o Hulpbronnen

o Sfeer/Leefklimaat

o Veiligheid

o Hygiëne

- Geestelijke en fysieke gezondheid

o Geneeskundige verklaring

- Relationele bekwaamheden

o Welwillendheid

o Motivatie

o Medewerking/beluistering

o Gesprek/openheid

o Empathie

o Wederkerigheid

o Communicatie

o Aanpassingsvermogen aan veranderingen

o Stressbeheer

- Familiecultuur

o Cultuur

o Familiewaarden

o Verdraagzaamheid

o Eerlijkheid

o Naleving van de vertrouwelijkheid

o Respect voor de intimiteit van een persoon

- Vormingsbevoegdheden

o Structurering

o Bekwaamheid tot gedrag aanleren

o Bekwaamheid tot het bevorderen van de emancipatie

o Nieuwe kennis verwerven, zich op de hoogte stellen,

o Coherentie

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 november 2011 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde begeleidingsdiensten bij onthaal in een gezin.

Namen, 17 november 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX